

Egypte: Acte II de la Révolution arabe

Sellouma, A. Saïd, A. Shawki, K. Khalil, H. Tamman,
P. Haeni, C. André-Udry, M. Omar,
M. el-Hamalawy, G. Achcar



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles
info@lcr-lagauche.be – 476 900 997
www.lcr-lagauche.be

L'Egypte : une clé pour comprendre et libérer le Moyen-Orient ⁽¹⁾

Par Sellouma

Le 23 janvier 2008, à l'initiative du Hamas, les palestiniens assiégés à Gaza font tomber le mur. De l'autre côté, l'Egypte. De quoi mettre le régime égyptien face à un choix : répression ou aide humanitaire ? Aider les gazaouis ou les laisser passer la frontière signifie soutenir la résistance. C'est pour cette raison que Moubarak fit intervenir l'armée pour réprimer les gazaouis.

Tant qu'à tendre la main, autant que ce soit à Israël en leur vendant du gaz à bas prix. Par cette attitude, il s'est attiré, encore une fois, les foudres de l'opinion publique arabe, et surtout du peuple égyptien. Alors que les nouvelles se diffusaient dans tout le pays, des militants et mouvements politiques tels que les Frères Musulmans et Kifaya (2) organisèrent des manifestations dans tout le pays. Des arrestations monstres ont eu lieu. Au Caire, 1 500 personnes ont été arrêtées, sans compter des militants clés du mouvement. La pression a été telle pour le régime, avec d'un côté des milliers de palestiniens qui passent la frontière, et de l'autre le peuple égyptien qui proteste, que Moubarak a annoncé l'ouverture de la frontière et l'organisation de pourparlers avec le Hamas.

Cet échec est une démonstration flagrante de l'affaiblissement du régime dû à la multiplication de luttes sociales en Egypte. On voit également l'impact qu'ont les mouvements des classes laborieuses égyptiennes sur la région. Comment ce renouveau des luttes peut faire plier le régime égyptien, et initier un nouveau souffle de libération au Moyen-Orient ? Pourquoi l'Egypte ?

Le constat que le Moyen-Orient, malgré les offensives impérialistes en Irak et en Palestine, connaît le même renouveau des luttes que partout ailleurs passe par une étude sur la situation politique et sociale en Egypte, jusqu'à présent mal connue en France. L'image dominante est celle d'une région martyr qui se réfugie dans les pires extrémismes. C'est en réponse aux guerres en Palestine et surtout en Irak que l'on vit la population défier le pouvoir en place. Selon Sameh Naguib (3), on dénombre pas moins de 300 000 grévistes en 2007, le niveau d'implication et de militantisme n'a jamais été aussi fort depuis les années 1940, sous l'occupation anglaise.

Ce renouveau des luttes s'explique par les bouleversements importants que sont la massification de travailleurs en ville, et la précarisation de leur statut. Le Caire compte aujourd'hui près de 20 millions d'habitants. Cette massification de la classe laborieuse dans les villes s'opère conjointement à un appauvrissement important dans les campagnes, ainsi qu'à la privatisation d'industries. Ainsi, beaucoup de travailleurs et paysans furent contraints d'effectuer des travaux journaliers, donc de subir une précarisation de leur statut. Ces facteurs n'ont pas empêché les ouvriers d'affronter le patronat, au contraire.

Grèves de masse

La particularité de ces luttes, c'est qu'elles ont parfois abouti à des victoires, comme par exemple la grève dans les usines textiles de Mahalla en décembre 2007, rejointe par celle de l'usine de Karf al-Dawar et des ouvriers en minoterie au sud du Caire. L'autre exemple est la grève des usines de ciment, détenue par des capitaux italiens. Au bout de quatre jours, le salaire a été augmenté de 800 à 2 000 livres égyptiennes. A cela s'ajoute l'émergence d'une nouvelle génération militante qui compte un grand nombre de femmes. Ce sont elles qui ont initié la première grève à Mahalla :

« ce sont les travailleuses du textile, qui sont à 90 % des femmes, qui sont parties faire débrayer les autres sites, et entraîner les hommes à faire grève. La plupart d'entre elles sont intégralement voilées, ce qui ne les empêche pas d'être des militantes extrêmement actives. Elles passent même la nuit entière à occuper les usines avec les hommes »(4).

Cette génération a d'abord affronté les syndicats officiels affiliés au régime pour exiger une autre représentation des travailleu-r/se-s. Elle s'attaque ces derniers mois de plus en plus directement à Moubarak. Anne Alexander (5), dans son récent article sur la politisation des mouvements ouvriers en

Egypte reprend la thèse de Rosa Luxemburg selon laquelle il n'y a pas de séparation fondamentale entre le domaine économique et politique. Ces deux domaines sont intimement liés, car la base de revendication est économique, et la forme que prennent les luttes est politique. Elle l'est d'autant plus dans un Etat autoritaire qui interdit tout droit de grève, d'assemblée et d'auto-organisation des travailleurs. Ainsi, pour satisfaire les revendications économiques, des gains démocratiques sont nécessaires. L'accumulation de victoires fait ressentir le besoin d'une autre représentation politique des travailleurs. On comprend donc le fort retentissement qu'ont les slogans anti-Moubarak, et les portraits du dictateur que l'on brûle sur la place publique.

Les rumeurs justifiées de succession de son fils Gamal sont perçues comme allant à l'encontre des intérêts du peuple. Son orientation politique se démarque de son père dans le sens où il trouve la vieille élite trop molle, et trop lente à engager des réformes économiques libérales. Pour ne pas le laisser passer, il devient nécessaire de créer un mouvement global qui fasse converger les préoccupations anti-impérialistes, et les luttes sociales de tous les secteurs d'activité.

Cette volonté a été relayée dans la ville de Mahalla, connue en Egypte pour avoir joué un rôle moteur pour les mouvements sociaux de ces derniers mois. Elle est forte de 27 000 ouvrier-e-s, ce qui en fait le plus grand complexe d'industries textiles du Moyen-Orient, et des actions de solidarité pour la Palestine s'y organisent. La grève la plus récente, qui a débuté la veille de la convention chargée de fixer les salaires pour le pays a pour objectif l'augmentation du salaire minimum à 175 euros, alors gelé à 5 euros depuis 1984 ! Les grèves et mes manifestations sont quasi-illégales. Pour initier une grève ou une manifestation, il faut que ce soit fait dans le plus grand secret. Ou spontanément. Le 19 février, malgré la tentative des forces de police de faire avorter toute action, une manifestation s'est tenue en ville. 10 000 habitants ont rejoint les travailleurs sous des slogans anti-Moubarak.

Ces deux exemples montrent que Mahalla constitue un embryon d'organisation de la classe ouvrière pour la défense des intérêts du prolétariat dans son ensemble. D'où un large écho dans le pays, entraînant alors d'autres secteurs à entamer des actions, sit-in et grèves. Ce fut le cas des cheminots, des médecins, des universitaires, etc... En plus de cela, le drame de la hausse des prix, phénomène mondial qui a touché plus gravement les pays plus pauvres, a entraîné une pénurie de pain. On dénombre 15 morts à cause des échauffourées.

Le point culminant de ces mouvements a été la grève générale du 6 avril, appelée par divers secteurs en lutte. Elle a donné lieu à des manifestations massives réunissant étudiants, universitaires, ouvriers, habitants des villes. La répression et les combats de rue ont été terribles. Selon l'appel du Centre d'études socialistes du Caire, on dénombre 800 arrestations au Caire, dont 150 militants, et 600 à Mahalla dont un certain nombre de femmes et d'enfants. Les deux organisateurs clés du mouvement, deux ouvriers à Mahalla qui sont Tarek Amin et Kamal el-Faioumy, ont été arrêtés. Cette journée rappelle pour beaucoup d'égyptiens l'intifada du pain de 1977.

Ce soulèvement intervient la veille des municipales, et a démonté de manière éclatante cette farce électorale. Cette fois, et on le voit clairement, ce sont les luttes ouvrières qui affrontent le pouvoir, et montrent que la voie du changement ce ne sont ni les concessions, ni les élections. On comprend pourquoi cette initiative n'a pas du tout plu au régime ! Les jours suivants, Mahalla fut encerclée par les forces de l'ordre, et les protestations continuèrent.

La gauche et les Frères Musulmans

Comme l'Iran, l'Egypte est un pays qui a une classe ouvrière massive, potentiellement capable de déstabiliser les régimes en place. Les révolutionnaires présents dans le pays ont donc un rôle central à jouer au sein du mouvement ouvrier. Mais ceux-ci sont peu nombreux, et la politique menée par le parti communiste égyptien a pour une grande part contribué à détériorer l'image d'une gauche censée combattre l'Etat. Au milieu des années 80, ils formèrent un alliance avec l'Etat contre les islamistes, et mirent de côté toute critique contre l'impérialisme et les réformes économiques. En 5 ans, la vente de leur journal est passée de 150 000 à 3 000 exemplaires (6). Aujourd'hui encore, le PC accuse le Hamas de diviser les palestiniens, alors que l'Egypte s'est alliée avec Israël pour mener une offensive militaire contre le Hamas. Cette attitude dénote une incompréhension totale de ce que sont les partis politiques se réclamant de l'islam dans la région.

Pour mieux comprendre la stratégie à adopter vis-à-vis des partis d'opposition, il est important d'abord

d'étudier sérieusement ce qu'est aujourd'hui la confrérie des Frères Musulmans. Cela veut dire avoir un regard de classe, démystifié, c'est-à-dire un regard politique et marxiste sur ce qu'est cette organisation. Elle compte aujourd'hui 1 million de membres, ce qui n'a pas toujours été le cas. Aujourd'hui, la confrérie est incontournable. De manière générale, l'histoire des Frères Musulmans a connu beaucoup de revirements, surtout en période de lutte de classes, car elle cherchait à concilier les intérêts contradictoires des classes populaire, de la vieille et de la nouvelle classe dirigeante (7). Il est important pour le comprendre d'enlever le vernis religieux qui obscurcit de nombreux débats autour cette organisation. Parce que nous pensons que le mouvement de l'histoire est celui de la lutte des classes, les contradictions se situent alors au niveau des interprétations de l'islam entre la classe ouvrière et la classe moyenne (8).

Les problèmes que traverse la société égyptienne sont pour eux de la faute du comportement « non-religieux » des égyptiens, en particulier les Coptes et les femmes, et non pas celle du capitalisme et du pouvoir en place. Pour éviter les confrontations de classe, les hauts dignitaires de la confrérie ne combattent pas l'appareil d'Etat, et militent pour une solution réformiste et associative. Ils construisent des hôpitaux où l'on peut se soigner gratuitement, ainsi que des écoles et des mosquées. En accord avec certains notables locaux, ils pratiquent la baisse des prix. En période de reflux des luttes, cette implantation a permis aux Frères de gagner en popularité. Ainsi, durant la grève de 1977, elle apporta même son soutien à l'Etat. La masse paupérisée d'étudiants et de paysans sans avenir, base militante ou sympathisante de la confrérie, est plus attirée par une vision révolutionnaire remettant en cause l'Etat.

Aujourd'hui, cette base plus importante que jamais, est une opportunité pour les révolutionnaires de montrer le terrain réel de la lutte. Cette brèche s'est ouverte sur les bases d'un travail en commun entre organisations de gauche et Frères Musulmans sur la question de la guerre en Irak. La force des camarades révolutionnaires, peu nombreux, mais organisés au sein du front Kifaya, c'est leur clarté vis-à-vis des enjeux de ce mouvement. Leur objectif est de prolétarianiser leurs effectifs et de créer un réseau entre les luttes.

Actuellement, les perspectives sont plus ouvertes grâce aux manifestations ouvrières de ces derniers mois, dans laquelle les sympathisants et militants de base de la confrérie impliqués dans le mouvement n'ont pas d'intervention islamiste, mais suivent le mouvement social. Un article paru sur le site d'Al Jazeera explique que : « la confrérie a déclaré qu'elle soutient le droit de grève pour les travailleurs, mais elle n'a joué aucun rôle dans l'organisation des manifestations. Le groupe dit ne pas vouloir mobiliser ses partisans puisqu'ils se joignent à la grève car elle trouve que les objectifs de cette lutte ne sont pas clairs (9). Sur ce terrain, malgré les pressions de la base, il n'y a pas d'intervention politique de la confrérie. En revanche, contrairement à 1977, elle est plus proche des préoccupations de la classe laborieuse. Ce positionnement indique clairement que la fracture entre la confrérie et Moubarak est très importante, à cause de sa politique pro-US, des arrestations des militants et candidats aux élections, ainsi que la torture d'Etat.

Pour les révolutionnaires, le terrorisme d'Etat est l'ennemi prioritaire à abattre. Ne pas répéter les erreurs du passé, c'est ne pas taire ses agissements, et mener campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques qui sont entre autres Khaled Ahmed (10), Kareem al-Beheiri (11), Kamal El-Faioumy (12), et George Ishaq (13). L'erreur inverse serait de taire nos divergences avec la confrérie, notamment sur la question des femmes et des Coptes. Cela implique concrètement avoir des outils de propagande et des interventions indépendantes. Solidarité avec l'Egypte en lutte

Engager des actions de solidarité avec la société égyptienne en lutte signifie que nous devons relayer des appels comme celui lancé par le Centre d'Etudes Socialistes du Caire (14). Les camarades égyptiens ont fait appel aux militants du monde entier pour organiser des manifestations devant les ambassades égyptiennes. C'est par le biais de Hossam-al-Hamalawy, journaliste basé au Caire que l'on apprend qu'un rassemblement a été organisé en France. De même, si nous étions présents à la conférence internationale contre la guerre au Caire, nous aurions contribué à renforcer la position des camarades égyptiens, et à affirmer la présence et la solidarité du mouvement révolutionnaire mondial. Mais cela n'a pas empêché un tournant radical à l'issue de cette rencontre, car elle a fait le lien entre la luttes anti-impérialistes et luttes sociales.

Les difficultés qu'encourt l'Egypte ne sont pas qu'un problème propre à la gestion de l'Etat, mais sont liés à la mondialisation néo-libérale. Elles ne peuvent donc être résolues qu'à cette échelle. En tant que pays impérialiste, nous avons un rôle clé à jouer pour relayer et soutenir les luttes de là-bas. Actuellement, la France est en entente parfaite avec le pouvoir égyptien, que ce soit à propos de la stratégie guerrière, ou des réformes néo-libérales (15). De même, il est intéressant de constater que les employés locaux de

l'ambassade de France en Egypte ont mené des grèves avec le soutien de la CFDT contre les licenciements (16). L'attitude néo-coloniale de la France envers ses employés égyptiens sous-payés et licenciés sans raison pouvait faire l'objet d'un soutien de notre organisation. Nous avons ici, beaucoup de possibilités d'aider le mouvement social et les socialistes égyptiens à faire tomber Moubarak. Une nouvelle solidarité, une nouvelle découverte de ce qu'est réellement l'Egypte, est à construire.

1 Je tiens particulièrement à remercier Omar pour ses précieuses clarifications, ainsi que Hossam Al-hamalawy pour les informations quotidiennes et révolutionnaires de son blog : <http://arabist.net/arabawy/>

2 Kifaya est un rassemblement d'opposition au régime de Mubarak formé en 2004 et qui rassemble diverses tendances laïques, étudiantes ou ouvrières.

3 Cf :Interview de Sameh Naguib : « Egypt's strike wave », revue International Socialism n°116 <http://www.isj.org.uk>

4 Sameh Naguib, « Egypt's strike wave ». I.S n°116

5 Anne Alexander, « Inside Egypt's mass strikes », I.S n°118

6 « Egypt's strike wave » in I.S n°116

7 Pour une histoire des Frères, lire le chapitre consacré à l'Egypte dans Le Prophète et le Prolétariat, Chris Harman. Disponible sur : <http://tintinrevolution.free.fr>

8 Chris Harman, idem, pour une description de l'islamisme par classes sociale.

9 Al Jazeera English : <http://english.aljazeera.net>

10 Ingénieur, responsable du site anglais des frères musulmans, cf : <http://fr.alkarama.org> . On vient d'apprendre qu'il vient d'être relâché le 17 avril.

11 Membre de la ligue des travailleurs de Mahalla, et blogueur.

12 Leader du comité de grève de Mahalla.

13 Co-fondateur du mouvement Kifaya, détenu pendant 15 jours.

14 Une traduction en français n'est pas (encore) disponible, cf : <http://www.socialistworker.co.uk>

Article paru dans le numéro 8 de la revue « Que faire ? », Mai/ Juillet 2008.

La longue histoire du mouvement ouvrier égyptien

Par Atef Saïd

La classe ouvrière égyptienne est une des plus anciennes de la région avec une longue histoire de solidarité internationale. En 1947 par exemple, les dockers et les marins ont boycotté les navires néerlandais sur le canal de Suez en solidarité avec la lutte pour l'indépendance des Indonésiens. Le syndicat des travailleurs a publié un communiqué contre le colonialisme en général. Ils n'autorisaient pas les bateaux à se ravitailler ou à traverser le canal malgré les efforts faits par les administrateurs anglais et français.

Le début du XXe siècle a commencé avec une vague de grèves, en partie en réaction contre les politiques discriminatoires adoptées par l'administration coloniale britannique qui favorisait les travailleurs européens face aux travailleurs égyptiens. En 1900, le premier syndicat a été fondé, « la Ligue des fabricants de cigarettes ». En 1919, les travailleurs égyptiens ont joué un rôle important dans les manifestations anti-coloniales et 2 ans plus tard, 90 syndicats ont fondé la Fédération nationale des travailleurs égyptiens.

Cette fédération a été dissoute par le gouvernement en 1924 à cause de l'impact de l'activisme syndical sur l'extension des manifestations anti-coloniales et de l'idéologie socialiste. Mais les travailleurs ont malgré tout continué à manifester contre leurs mauvaises conditions de travail et le colonialisme pendant les 20 années suivantes. À la fin des années 40, il y avait près de 500 syndicats. En 1946, les travailleurs et les étudiants ont fondé ce qui est connu comme le « Haut comité pour les étudiants et les travailleurs contre l'occupation britannique ». Mais, critique importante, durant les années 40 et 50, la gauche a adopté la stratégie de la bourgeoisie nationale [1].

Une des périodes les plus controversées de cette histoire de la gauche et de la classe ouvrière a été la période de Gamal Abdel Nasser (1954-1970). Le régime de Nasser se réclamait de la justice sociale. Connu dans le Moyen-Orient arabophone et dans l'Afrique sub-saharienne comme un meneur du mouvement des pays « non-alignés » dans le contexte de la guerre froide, Nasser était vu également comme un défenseur du mouvement de libération du tiers-monde (anti-colonialiste). Mais pour la classe ouvrière égyptienne, Nasser a une image bien plus compliquée et contradictoire.

D'une part, Nasser a été le dirigeant qui a nationalisé l'économie égyptienne, en transformant l'Égypte en une économie socialiste d'État. En théorie, la classe ouvrière égyptienne était « propriétaire » des moyens de production. Tout en donnant beaucoup de droits aux syndicats, Nasser s'est assuré que ces derniers soient organisés de manière hiérarchique afin de les mettre sous contrôle du parti au pouvoir. Un événement significatif de l'ère de Nasser qui peut révéler l'attitude du régime face aux travailleurs est la peine de mort qui a été appliquée contre 2 travailleurs : Mustafa Khamees et Abdel Rahman al-Baqary. Le régime n'a pas toléré la grève des travailleurs de Kafr al-Dawar, seulement 20 jours après le coup d'État de Nasser [2]. Khamees et al-Baqary ont été jugé par une cour d'exception et ont été exécuté pour avoir été des meneurs de la grève.

La deuxième raison pour laquelle la période de Nasser est controversée est la décision, en 1956, des dirigeants du Parti communiste égyptien de se dissoudre en considérant que le socialisme était déjà en construction sous Nasser. Beaucoup de gens de gauche ont considéré cette décision comme une grave erreur. Les dirigeants ont invité tous les partis à contribuer au socialisme de Nasser. Certains membre du parti ont rejeté cette décision et ont recréé un parti communiste en 1975.

Au début des années 80, les travailleurs s'attendaient à ce que Moubarak (qui a succédé à Anwar Sadat au pouvoir suite à son assassinat par une dissidence militaire influencée par les islamistes — Note de la rédaction) soit plus tolérant avec l'opposition, y compris avec l'activisme ouvrier. Une des raisons de cette croyance était que Moubarak a commencé son règne en libérant des dirigeants de l'opposition qui avaient été arbitrairement détenus dans les derniers jours de l'ère de Sadat. Mais durant les années 80 et 90, l'appareil policier de Moubarak s'est attaqué aux grèves ouvrières. Dans certains cas, la police a même tué des travailleurs comme dans la grève des métalos de 1989. Durant plusieurs semaines, les meneurs de la

grève ont été arrêté et brutalement torturés. D'autres exemples sont les attaques contre les travailleurs du textile à Kafr al-Dawar en 1994 et plus récemment à Mahala al-Kobra en 2008.

Malgré la brutalité de la police, les travailleurs n'ont jamais complètement arrêté d'organiser des grèves mais leur fréquence a diminué. Les travailleurs ne voyaient pas comment arrêter la privatisation et les ajustements structurels, ce qui a sapé leur militance. Mais quand le taux d'exploitation a augmenté et que les travailleurs ont réalisés qu'ils devaient travailler plus pour gagner moins, leur colère a grandi.

Dans les années 90, la machine de propagande a fortement accompagné les mesures du Fond monétaire international. L'État a, par exemple, réussi à convaincre un demi-million de travailleurs de quitter leur emploi selon un programme de pré-retraite. Beaucoup de travailleurs ont regretté cette décision. Ils se sont trouvés sans emploi ou avec un emploi pire qu'avant. Beaucoup ont été obligés de dépenser leur prime de compensation pour vivre.

Le gouvernement a octroyé d'énormes réductions d'impôt aux investisseurs lors de la construction de nouvelles villes industrielles. Mais on attendait des travailleurs qu'ils travaillent 12 heures par jour, parfois même plus, sans aucune protection syndicale. Deux mots peuvent résumer la situation des années 90 du point de vue des travailleurs : le défaitisme et la colère.

La Fédération des syndicats égyptiens (FSE) a émergé à nouveau pendant l'ère de Nasser, mais en devenant un bras hiérarchique de l'État ; une manière de contrôler les syndicats et leurs membres. La structure de la FSE est pyramidale avec les centrales syndicales en bas et la FSE en haut. Entre les deux, il y a 21 syndicats généraux nationaux auxquels sont affiliés les travailleurs. Les travailleurs n'élisent les dirigeants que dans leur centrale et ne peuvent être membre que d'un syndicat général. Il n'y a donc aucune réelle représentation dans la FSE. Depuis Nasser, le président a toujours été un membre du parti au pouvoir.

Beaucoup d'activistes du mouvement ouvrier m'ont dit qu'aussi bien les syndicats généraux que la FSE travaillent souvent, si pas toujours, contre les travailleurs. Bien que le régime de Moubarak prétende que le pays a un système multi-partite (sur papier), les structures des syndicats n'ont jamais changé. En réalité, des lois ont approfondi la structure bureaucratique des syndicats et augmenté la durée des mandats des dirigeants à 6 ans. Selon le site Internet [3] officiel de la FSE, il y a 2.200 centrales syndicales organisant 7 millions de travailleurs. Ce qui veut dire que seulement 25% des travailleurs égyptiens sont syndiqués.

Malgré la structure bureaucratique et répressive des syndicats égyptiens, il y a eu de nombreuses grève qui ont attaqué l'État répressif et diminué l'acceptation de la défaite par les travailleurs. Un des événements les plus importants dans l'histoire ouvrière égyptienne est l'insurrection nationale initiée par les travailleurs égyptiens en janvier 1977 sous le régime de Sadat, au début des négociations avec le FMI. Connue comme l'« Insurrection du pain », ce fut un mouvement de protestation national contre l'intention du gouvernement d'augmenter le prix de cet aliment de base.

L'insurrection a commencé par des manifestations de travailleurs du textile de Supurp au Caire (dans le district de Helwan) et de marins de l'arsenal d'Alexandrie. Malgré la défaite du gouvernement, la grève a été suivie d'une vague d'arrestations d'activistes du mouvement ouvrier et de dirigeants de différents groupes socialistes. Cette insurrection et ces grèves ont aussi montré la nature réactionnaire de la FSE qui a oeuvré contre les travailleurs lors de l'insurrection.

Beaucoup d'analyste estiment que l'insurrection de 1977 a été un cauchemar pour le régime, quand les travailleurs et les groupes d'opposition, essentiellement de gauche, ont été capables d'occuper les rues du Caire et d'autres grandes villes et de gagner la sympathie du reste des Égyptiens. La raison en est que les revendications des manifestants correspondaient aux demandes d'un minimum de vie décent de la majorité des Égyptiens. Cette insurrection a été décrite par de nombreux analystes et activistes comme la « révolution ratée » de l'Égypte [4].

Le journal indépendant « al-dostor » a récemment publié que le budget national pour la sécurité intérieure en 2006 était d'1,5 millions de dollars — plus que le budget national de la santé. Ce chiffre a augmenté après les vagues de manifestation de 2005 et 2006. Les forces de police comptent 1,4 millions de membres — près de 4 fois plus que l'armée égyptienne. Beaucoup d'analystes et d'activistes sont d'accord pour dire que l'Égypte est devenue un cas d'État policier par excellence — une affirmation qui est très courante actuellement chez les intellectuels et les activistes des Droits de l'Homme.

Dans son livre récent « al-a'yam al-akheriya » (« Les derniers jours »), l'écrivain nassériste Abdel Halim Qandeel avance que si on additionnait le nombre de policiers au nombre d'espions officiellement recrutés (« moukhbreen »), le nombre total de policiers en Égypte serait de 1,7 millions. Selon lui, il y aurait un policier pour 37 habitants (soit deux fois plus que sous le dictateur Reza Pahlavi avant la révolution islamique iranienne) [5].

Selon un rapport publié par Reuters le 13 juillet 2009, 77 millions des 80 millions d'Égyptiens vivent avec moins d'un dollar par jour. À peu près 30% de la population active est sans-emploi ; 7% des enfants ne peuvent pas aller à l'école à cause de la pauvreté. Bien que la dette extérieure officielle de l'Égypte soit de 12 milliards de dollars, plusieurs membres de l'élite dirigeante du régime de Moubarak ont volé près de la moitié de cette somme aux banques égyptiennes sans garanties en quittant le pays.

Certains penseurs progressistes en Égypte et ailleurs réduisent souvent les problèmes de l'Égypte actuelle à la corruption et au manque de démocratie. Cette description manque de précision. Je suis d'accord avec beaucoup d'activistes en Égypte pour dire que le pays est dirigé par une coalition composée d'une bourgeoisie corrompue, de dirigeants technocrates corrompus et d'un dictateur. Le despotisme travaille côte à côte avec le néolibéralisme. Alors que les grèves récentes répondaient à la brutalité du néolibéralisme, l'activisme pro-démocratique répondait au despotisme de Moubarak. Cependant, ces 2 types de mouvement de protestation (travailleurs contre les politiques néolibérales et groupes d'opposition à la dictature) sont amenés à converger dans un futur proche si Moubarak reste au pouvoir.

Publié dans Against the Current (ATC) n°142, septembre-octobre 2009 : <http://www.solidarity-us.org/node/2385> . Traduction française pour www.lcr-lagauche.be

Notes:

[1] Il y a eu un débat dans la gauche égyptienne pour cette raison sur l'erreur présumée de mettre la priorité à la question nationale par rapport aux questions de justice sociale. Beaucoup de communistes égyptiens, en particulier ceux du Parti communiste égyptien, ont fait l'erreur de dévier les luttes de travailleurs vers la question nationale. Malgré que cette critique soit valide, il me semble qu'elle est exagérée parce qu'elle suppose que les groupes de gauche ont une influence substantielle sur la classe ouvrière.

[2] Voir http://www.etufegypt.com/Etfu_M/E_H...

[3] Pour plus de détails sur l'histoire des luttes de la classe ouvrière égyptienne, voir le livret de Said et Bassiouni Banners of Strikes in the Egyptian Sky, publié par le Socialist Studies Center en 2007. Le livret peut être trouvé sur <http://www.isj.org.uk/index.php4?id...> et est disponible sur ESSF : Egypt – A new workers' movement: the strike wave of 2007

[4] Vous pouvez trouver une étude approfondie de l'insurrection par le journaliste et blogger de gauche Hossam Al-Hamalawy ici [http://www.scribd.com/doc/12893045/...](http://www.scribd.com/doc/12893045/)

[5] Bahlavi, tout comme Moubarak, a été soutenu par le gouvernement états-unien

Vague de grèves en 2008

Par Kamal Khalil

Kamal Khalil est socialiste révolutionnaire, il a été un des leaders du mouvement étudiant égyptien durant la première moitié des années 70. Depuis, il a joué un rôle de premier plan dans toutes les luttes ouvrières et populaires en Égypte ; emprisonné une dizaine de fois, il est actuellement dirigeant du Centre d'études socialistes au Caire.

Pourrais-tu décrire la dynamique de grèves qui s'est développée en Egypte ces derniers mois ?

Le mouvement commença en décembre dernier et s'étendit par vagues successives, permettant dans certains cas la satisfaction partielle des revendications, et ouvrant dans certains cas sur des reconductions de grèves pour exiger davantage. Ainsi tout a commencé le 7 décembre avec une grève de 27 000 travailleurs de l'usine de textile de la ville de Mahala. Quelques jours plus tard débutèrent une grève massive des industries textiles de Chebin-el-Kom, Mansura et Alexandrie, et par intermittence, une grève des travailleurs du ciment à Helwan et Tora (banlieues sud du Caire), suivies par une grève des cheminots, des usines de fabrication de farine et de pain, des usines d'huile et de savon, puis des bus et du métro. Ce mouvement de grèves fut spontané et se choisit ses propres leaders, sans lien avec les partis politiques en place, ou avec le mouvement Kifaya.

Tous les trois jours, une nouvelle grève se déclencha, avec de nouvelles revendications. Mardi 3 juillet, 27 000 travailleurs de l'usine de Mahala se remirent en grève pendant une demi-heure pour exiger que l'ensemble de leurs revendications soient satisfaites, sous peine de reconduire la grève le 21 juillet [1]. Les grèves se sont donc succédées du 7 décembre jusqu'à aujourd'hui. L'Égypte a connu deux grandes vagues de grèves ouvrières au cours de son histoire, l'une dans les années 1920, suite à la Première Guerre Mondiale et l'autre dans les années quarante, suite à la Seconde Guerre Mondiale. Nous assistons donc à la troisième vague de grèves, mais qui tire cette fois sa dynamique de la situation interne du pays plutôt qu'à des conditions extérieures comme par le passé. Il y aura certainement un second round de cette troisième vague, plus important encore que le premier, fort de l'expérience acquise ces derniers mois. En tant que socialistes, nous n'avons pas initié ces grèves, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui l'ont fait. Mais nous avons trois tâches : unifier et coordonner le mouvement, recruter et enfin le structurer [2]. Les travailleurs en lutte fondèrent un groupe appelé « Travailleurs pour le changement ». Même si ce groupe n'est encore qu'embryonnaire, il montre la voie de ce qui est possible et il pourrait transformer la vie politique égyptienne. En effet, le mouvement « Kifaya » est composé essentiellement d'intellectuels, alors que ce nouveau groupe est composé d'ouvriers. Nous tentons, en tant que membres de « Kifaya », de nous ancrer davantage dans la classe ouvrière. Le mouvement démocratique « Kifaya » pourrait se transformer en changeant sa composition sociale.

Ce mouvement, essentiellement économique au départ, a-t-il évolué vers des revendications démocratiques, et donc plus politiques, telles que l'opposition à la police et à la répression en général ?

L'une des revendications du mouvement de Mahala exigeait la démission de l'ensemble du comité syndical (premier niveau de la bureaucratie syndicale composé essentiellement de permanents). Il faut comprendre que les syndicats sont incorporés à l'Etat égyptien, ce qui a poussé les grévistes à refuser tout contrôle de leur mouvement par les structures syndicales en place car ils les considèrent comme illégitimes. Depuis décembre, près de 250 000 travailleurs se sont mis en grève essentiellement pour des raisons économiques, mais ce n'est qu'un début ; ce n'est pas encore un mouvement politique. Cependant, le gouvernement n'a pas réagi comme à son habitude face à cette nouvelle vague de luttes. Et pour cause, il y a une nouvelle grève tous les trois jours ! En même temps, le gouvernement tente de réprimer l'organisation des Frères Musulmans. Mais il n'est pas suffisamment fort pour réprimer deux mouvements de masse simultanément.

Il paraît que la police n'a pas réprimé ce mouvement comme à son habitude, pourquoi ? Dans les années 1980, nous connaissions une grève à peu près tous les deux ans. Il était possible de réprimer plus facilement. Donc tous les deux ans, ils arrêtaient une cinquantaine de grévistes. Au cours des six derniers mois nous avons connu près de 220 grèves. Pour réprimer comme par le passé, il faudrait mettre en prison

environ 50 000 grévistes. C'est intenable politiquement pour le gouvernement. Si tant de travailleurs étaient mis derrière les barreaux, les usines ne pourraient plus tourner normalement ! La première étape de ce mouvement est certes économique, mais la prochaine sera certainement politique.

Les Frères Musulmans ont gagné 88 sièges lors des élections parlementaires égyptiennes en novembre 2005. Ce fut un tremblement de terre politique dans le pays. Peut-on dire que cette organisation cristallise une large hostilité de la population égyptienne pour le gouvernement de Moubarak ? Comment a-t-il réagi vis-à-vis des grèves ?

Les Frères Musulmans sont la plus grande force politique du pays. Vu la taille de l'organisation des Frères Musulmans, il est important de travailler avec eux. Car ils sont comme un éléphant, et nous ne sommes qu'une fourmi. Nous nous allions sur des questions défensives, comme contre la répression et pour les droits de l'homme, ce qui nous permet d'élargir notre audience. Nous sommes le seul groupe politique de gauche à travailler avec eux. En tant que socialistes révolutionnaires, nous sommes opposés à toute répression d'Etat, et celle-ci est actuellement principalement concentrée sur les islamistes. On soutient leur droit à se constituer en parti politique. La gauche égyptienne nous a critiqués pour cela. Mais notre collaboration avec les Frères Musulmans a été constructive. Par exemple, les Frères Musulmans nous invitent à participer à leurs réunions publiques et à y intervenir au nom de notre organisation, pour y exprimer nos idées politiques. Nous pouvons donc défendre notre politique auprès de milliers de gens (et je peux vendre mon journal aux gens intéressés). Nous gardons toute notre indépendance politique et nous continuons par ailleurs à travailler avec les syndicats étudiants et ouvriers. Nous les invitons aussi à intervenir lors de nos meetings, mais notre capacité de rassemblement est plus faible que la leur. Le problème des Frères Musulmans, c'est qu'ils n'ont pas de revendications sociales. Nombreux sont les travailleurs dans leurs rangs, mais ces derniers ne trouvent pas de programme politique qui les concerne dans l'organisation. Dans l'usine de Mahala, il y a 27 000 travailleurs, avec parmi eux, quelque 300 ou 400 membres des Frères Musulmans ; or, pendant la grève, aucune revendication ne se référait à l'Islam. La fourmi a l'espoir et le potentiel de se transformer en éléphant si elle parvient à s'ancrer dans le mouvement de grèves. Car la fourmi, contrairement à l'éléphant, a un programme social.

Quelle a été l'attitude des Frères Musulmans pendant les grèves ? Avez-vous réussi à gagner certains Frères Musulmans aux idées socialistes révolutionnaires ?

Leur position vis-à-vis des grèves n'était pas claire, d'où ces ouvriers n'usant pas de leur appartenance politique aux Frères Musulmans pendant la grève. Je vais vous donner un exemple. Dans l'usine textile d'Españia dans la ville de Mansura, menacée de privatisation, près de 300 ouvrières, portant toutes le foulard, déclarèrent qu'elles s'y opposaient. Elles nous ont raconté qu'elles étaient allées trouver le représentant parlementaire islamiste de la ville de Mansura (élu en 2005), mais il annonça qu'il soutenait la privatisation et la vente de l'usine, donc qu'il s'opposait à leur grève. Et même si elles portaient toutes le foulard, elles lui ont dit d'aller se faire voir ! Nous avons avec les Frères Musulmans une relation de solidarité (mouvement antiguerre, pour la démocratie, contre la répression, etc.). On les défend sur certains points, mais par ailleurs on s'oppose à leurs positions réactionnaires. On leur donne ainsi une image de la gauche qui est différente, et nous sommes de ce fait en position de dialoguer, de confronter nos idées, et concrètement, nous parvenons à influencer des membres des Frères Musulmans et à les gagner à nos positions. Ils ont leurs propres idées, comme nous avons les nôtres. Donc nous travaillons ensemble, nous débattons ensemble et nous nous invitons mutuellement lors de nos événements publics. La grande différence, c'est qu'ils rassemblent des milliers de personnes, et nous beaucoup moins. Ils représentent la majorité et nous la minorité.

Que peut-il se passer maintenant, dans une telle situation de crise ? Quel sera l'impact du mouvement de grèves sur Moubarak et qu'en est-il de sa volonté de coopter les Frères Musulmans dans les structures de l'État ?

Moubarak a fait de l'Égypte son royaume. Il veut faire de son fils le nouveau président. S'il met en place des élections, il faut qu'il soit sûr de les gagner. Durant les dernières élections présidentielles, Moubarak a cru que son concurrent Ayman Nur pourrait à l'avenir être un concurrent de taille, c'est pourquoi ce dernier est maintenant en prison. Nous vivons sous une dictature, aucune démocratisation de l'Égypte ne sera possible sous Moubarak. L'état d'urgence (loi renouvelée tous les 3 ans) est appliqué en permanence depuis 26 ans. De plus, pour entériner les pouvoirs exceptionnels de la police, la constitution a été amendée pour inclure un article sur la lutte contre le terrorisme, en faisant ainsi un principe constitutionnel. Les pouvoirs exceptionnels sont donc devenus constitutionnels. Tout ceci se passe suite à la bonne

performance des Frères Musulmans au Parlement ; ils ont maintenant 88 élus. Pour empêcher qu'une telle expression démocratique se reproduise, Moubarak a changé la loi. Ainsi, aux dernières élections récentes du conseil consultatif [3], les Frères Musulmans n'ont eu cette fois qu'un élu. Nous sommes bien face à un régime dictatorial. Les américains ont fait beaucoup de battage autour de la question de la démocratie en Égypte, mais l'objectif était de mettre davantage de pression sur Moubarak pour qu'il soit plus fidèle aux US, ce qu'il a fait, et depuis les US s'accommodent très bien de ce dictateur.

La dernière conférence du Caire s'est transformée en un festival de solidarité avec le mouvement de grèves égyptien. Comment le mouvement anti-guerre a-t-il influé sur cette nouvelle vague démocratique en Égypte ?

La conférence du Caire fut co-organisée par trois groupes distincts : les socialistes, les Frères Musulmans et les Nasséristes. La conférence fut organisée pour protester contre la guerre en Irak. En amont, il y avait eu de nombreuses autres conférences contre la guerre et l'impérialisme, pour les droits de l'homme et la démocratie. Le problème, selon moi, c'est qu'il n'y a pas assez de mobilisations et de travail unitaire d'une conférence à l'autre, pour connecter ces grands événements entre eux. Symboliquement, la conférence du Caire était en effet un festival de résistance, mais il nous faut oeuvrer plus sérieusement dans le sens de l'unité au jour le jour. Notes

[1] La revendication principale du mouvement de décembre concernait des suppléments de salaire annuels (deux mois de salaires). Elle avait été en partie satisfaite suite au mouvement de décembre : le gouvernement avait promis de négocier moyennant un arrêt du mouvement.

[2] L'organisation du mouvement à la base, par le biais de comités de grèves, permettrait de construire une alternative aux représentants.

[3] L'une des deux chambres parlementaires, sans pouvoir, dont 40 % des membres sont désignés par le président. L'assemblée du Peuple (88 élus).

La lutte pour des syndicats indépendants en Egypte

Par Sellouma

Le 21 avril 2009 marque une avancée historique dans la lutte des classes en Egypte. Après 51 ans d'absence d'indépendance syndicale, les fonctionnaires collecteurs de la taxe foncière ont pu officialiser le premier syndicat indépendant, le Reta. Le nouveau syndicat compte 40 000 membres sur environ 55 000 employés dans le secteur. Cet événement constitue un pas décisif dans un contexte marqué par la montée des luttes sociales.

Les syndicats dominants sont affiliés au pouvoir, en héritage du système nassérien. Ils constituent un obstacle à la mobilisation des travailleurs. En effet, ils condamnent souvent les grèves, car elles sont illégales, ce qui a été le cas des collecteurs de taxes qui ont entamé une grève de trois mois ainsi qu'un sit-in de 11 jours devant le Ministère des finances en décembre 2007. Au cours de la lutte, il est apparu évident pour l'ensemble des travailleur-euse-s de rester organisé-e-s, à distance du gouvernement et de sa bureaucratie corrompue. Officieusement, le syndicat existait sous forme de comités au moment où la grève prenait de l'ampleur, et il a fallu un an et des protestations massives devant le Ministère du travail pour le faire reconnaître.

Sur le même modèle que les collecteurs de taxes, et par l'ampleur qu'a pris la grève dans le secteur postal début mai 2009, les postiers ont eux aussi tenté d'officialiser leur syndicat indépendant. Le motif de la grève était le refus de la mise en place d'un système qui permettait aux cadres de licencier les postiers les moins productifs. Les employé-e-s demandaient également l'égalité de statut avec les employé-e-s de la compagnie égyptienne des télécommunications. Ils se sont heurtés dès le début à la police postale et au syndicat contrôlé par l'état. Ce dernier a essayé de saboter l'action des grévistes à Kafr al-Shaykh, lieu central du mouvement. La stratégie utilisée par les postiers, similaire à celle des collecteurs de taxes, a été de coordonner le mouvement à l'échelle nationale et à organiser des manifestations combatives.

Souvent, les mouvements qui reposent sur des revendications syndicales prennent un tour politique, et affrontent directement l'appareil d'État et son emprise militaire sur la société. Selon le camarade du Centre d'Études Socialistes au Caire, Hisham Fu'ad, alors que les grévistes de Tanta Flax demandaient la renationalisation de l'entreprise en brandissant le portrait de Moubarak, leur mouvement les a conduits à remettre en cause leur soutien au gouvernement, en manifestant leur défiance par des slogans violemment anti-Moubarak. A Mahalla, les travailleur-euse-s sont même allé-e-s jusqu'à piétiner son portrait et à ériger son tombeau symbolique. C'est donc face à la pression des employeurs, de l'État et de ses valets syndicaux que les militant-e-s pour un syndicalisme indépendant luttent et se coordonnent pour généraliser l'avancée des collecteurs de l'impôt foncier.

On comprend que des revendications économiques prennent immédiatement un caractère politique quand des activistes sont licencié-e-s, intimidé-e-s, ou même arrêté-e-s, comme les deux travailleurs de l'usine textile Abul Sebae à Mahalla al-Kubra le 2 août dernier, pour de faux motifs selon les militant-e-s pour un syndicalisme indépendant. On comprend aussi qu'un tel combat soit à l'avant-garde des luttes de classe dans la région, ouvrant des perspectives révolutionnaires en Égypte comme dans l'ensemble du Proche et Moyen-Orient.

C'est pourquoi il est crucial d'y apporter notre soutien, car toute victoire en direction de l'indépendance de classe des opprimé-e-s vaut pour l'ensemble de notre camp politique et de ses organisations.

Paru sur le site d'Afriques en lutte (NPA) le 10 septembre 2009.

Les sources de ce texte viennent pour une grande part des articles de Mustafa Bassiouny et Anne Alexander parus dans le journal Socialist Worker n°2154 et 2165.

Création de la Fédération indépendante des Syndicats d'Egypte

Les ouvriers et employés égyptiens ont mené de longs combats et ont participé, particulièrement ces quatre dernières années, à des mouvements de protestation récurrents – d'une manière sans précédent dans l'histoire égyptienne moderne – pour défendre leurs droits légitimes. En dépit de l'absence d'un syndicat indépendant organisé – ce dont ils ont été privés pendant de longues décennies – ils ont été capables d'attirer de leur côté des secteurs sociaux les plus larges et de gagner une grande sympathie dans la société égyptienne et les mouvements ouvriers et les syndicats.

Les travailleurs se sont battus pour le droit au travail contre le démon du chômage – qui hante la jeunesse égyptienne – et ils ont réclamé un salaire minimum juste qui garantisse un niveau de vie convenable pour tous les salarié-e-s. Ils ont mené de grandes batailles pour leur droit démocratique à la libre association dans des syndicats indépendants.

Cette lutte menée par les travailleurs a ouvert la voie en Egypte à l'actuelle révolution du peuple... Par conséquent, les ouvriers et employés égyptiens refusent que la «gouvernementale» Fédération générale des syndicats les représente et parle en leur nom. Cette fédération, qui les privait de leurs droits et refusait leurs revendications, a publié récemment une infâme déclaration, le 27 janvier, annonçant qu'elle fera tout son possible pour contenir tout mouvement de protestation des travailleurs au cours de ces journées.

C'est pourquoi, des syndicats et organisations indépendantes – le syndicat des employés des impôts fonciers, le syndicat des techniciens de la santé, celui des employés, l'association indépendante des enseignants, ainsi que plusieurs groupes indépendants d'ouvriers de l'industrie, représentants de différentes entreprises, constatant qu'il était impossible de rester les bras croisés — ont déclaré la fondation d'une Fédération des Syndicats indépendants d'Égypte et la création d'un Comité Constituant en date d'aujourd'hui, le 30 janvier 2011, qui a pris les décisions suivantes:

Afin que soient obtenues les exigences de la Révolution du peuple et de la jeunesse égyptiens proclamée le 25 janvier 2011, nous soulignons ce qui suit:

1. Le droit au travail pour le peuple égyptien – qui est droit fondamental que l'État doit garantir et qui faute d'être respecté, doit ouvrir sur le droit à des prestations pour tous les chômeurs.
2. Un salaire minimum de 1200 livres égyptiennes [150 euros], avec des hausses de salaires indexées annuellement sur la hausse des prix, tout en accordant le droit pour tous les travailleurs à des primes et des indemnités appropriées à la nature des emplois et en particulier le droit à des compensations adéquates pour les dommages qui peuvent survenir en raison de l'environnement du travail et des risques. Le salaire maximum ne doit pas dépasser dix fois le salaire minimum.
3. Tous les Egyptiens ont le droit à une protection sociale juste, y compris les droits à la santé, au logement et à l'éducation, «la garantie d'une éducation gratuite avec des programmes développés en fonction de l'évolution scientifique et technologique» et le droit des retraités à une pension décente avec la prise en compte de tous les bonus et primes.
4. Le droit pour tous les travailleurs, les employés et les salarié-e-s de s'organiser dans des syndicats indépendants où ils décident eux-mêmes de leurs règles et qui soient l'expression de leur volonté et la suppression de toutes les restrictions légales à l'exercice de ce droit.
5. La libération de toutes les personnes détenues depuis le 25 janvier.

Le Comité Constituant de la Fédération des Syndicats Indépendants Egypte appelle tous les travailleurs égyptiens à former des comités populaires dans les installations de proximité et les sites pour défendre les infrastructures, les travailleurs et les citoyens dans cette situation critique. Ces comités organiseront aussi la protestation et les grèves dans les lieux de travail.

Le Comité Constituant fait appel à tous les travailleurs en Egypte à participer à ces mouvements afin d'obtenir la satisfaction des exigences du peuple égyptien, à l'exception des installations vitales d'importance stratégique en raison de la situation actuelle.

La Fédération des Syndicats Indépendants d'Égypte. Le Comité Constituant, janvier 2011

Egypte : paysans contre propriétaires terriens

Par Charles André Udry

Depuis 1986, le gouvernement égyptien a mené une politique très active de « libéralisation de la terre » – de contre-réforme agraire – remettant en cause les mesures progressistes prises en 1952 par Gamal Abdel Nasser (1918-1970) et les Officiers libres.

Certes, pour échapper partiellement à cette réforme agraire des années 1950 les grands propriétaires avaient divisé de manière artificielle la propriété de leurs terres entre des membres de la famille ou des hommes de paille. Avant 1952, le degré de concentration de la terre était extrême : 0,4% des propriétaires détenaient 34% des superficies. Des millions de paysans constituaient une armée de réserve de travailleurs ruraux hyperexploités. Déjà, ils venaient grossir les rangs de la population « urbaine ». La division factice de la terre a permis aux grands propriétaires d'échapper, en partie, aux mesures baissant, par étapes, la surface des grands propriétaires : 200 feddans – 1 feddan équivaut à 0,42 hectare – en 1952 ; 100 en 1961 et 50 en 1969. Parmi les mesures de 1952, s'ajoutait un contrôle assez strict du fermage et du métayage, donc du loyer de la terre.

Dans le sillage de l'infitah (libéralisation et ouverture... aux capitaux transnationaux) initié par Anwar al-Sâdât (1918-1981) en 1976, dès 1986 est discutée une contre-réforme. Elle était justifiée par la volonté de susciter une hausse de la productivité de la production agricole. Cela afin d'exporter des biens – ce qui était censé financer une partie de la dette liée à l'importation croissante de biens alimentaires pour la population.

En novembre 1998, François Ireton écrivait dans Alternatives économiques : « L'explication la plus plausible de cette loi est qu'un courant libéral veut revaloriser les loyers de la terre pour qu'elle à des paysans qui peuvent payer ce type de loyer, donc créer des exploitations plus vastes, avec une intensification de la production, des méthodes de culture plus scientifiques et la création de gros surplus. ». Pour le gouvernement, étranglé par la dette extérieure et mis sous pression du « donateur » étasunien – aliments issus des surplus américains et armement – le dernier objectif (surplus exportable) était prioritaire.

La loi de contre-réforme agraire a été mise en place par étapes – 1992 et 1997 – afin de neutraliser, entre autres, les réactions des paysans pauvres. Elle portait donc sur le fermage (le paysan verse une redevance au propriétaire) et le métayage (le propriétaire donne un bail à un paysan pour une durée donnée contre le « partage » des fruits de la récolte, formellement aussi des pertes) ainsi que le système des baux.

De 1992 à 1997, la taxe foncière a triplé. Dès le 6 octobre 1997, tous les contrats de location ont été abolis. Les propriétaires reprenaient la main. Ils pouvaient, dès lors, décider de vendre les terres, de les exploiter directement ou de les louer au prix de leur choix et à la personne de leur choix. Il en découla des expulsions de la terre, une paupérisation des populations rurales (les fellahs).

Les baux à vie furent détruits et, de ce fait, les fils des fermiers et des métayers ne pouvaient plus hériter des baux de leurs parents. La durée d'un bail était limitée à cinq ans. Afin d'assurer une rentabilité maximale pour les propriétaires, aucun temps minimum ne fut fixé pour la durée du bail. Il en découla une location de terre pour la stricte période correspondant à un cycle de culture !

Pour amortir le choc, selon les mécanismes traditionnels de ce genre de réforme agraire pilotée par la Banque mondiale, la loi prévoyait que les terres désertiques qui seraient irriguées reviendraient, prioritairement, aux fermiers et métayers ayant perdu leur terre. Le résultat est insignifiant. Un programme d'habitations était aussi prévu pour reloger les paysans chassés des terres. Un mirage.

Cette loi, au plan politique et social, avait une fonction : modifier les rapports de forces entre les propriétaires et les paysans. Les premiers considéraient que la réforme de 1952 avait suscité une trop grande assurance chez les paysans qui ne se pliaient plus aussi facilement (en tant que fermiers ou

métayers) face aux diktats des propriétaires.

Les Frères musulmans ont soutenu cette contre-réforme agraire prétendant qu'ainsi on « revenait ainsi à la loi de Dieu ». Cette posture s'inscrit parfaitement dans l'orientation économique néolibérale des courants fondamentalistes.

Les mesures prises pour permettre le rachat de la terre par des fermiers ou des métayers – des prêts avec des taux d'intérêts inférieurs à ceux pratiqués sur le marché du crédit – servaient d'arguments publicitaires. Ces mesures devaient aussi être utilisées pour faire la démonstration que « ceux qui voulaient », « ceux qui avaient l'esprit entrepreneurial », pouvaient s'établir comme agriculteur indépendant. Une opération de marketing traditionnelle des contre-réformes agraires actuelles. Sauf qu'un simple problème surgissait : le prix de la terre dans le Delta du Nil et la Vallée était et est si élevé que l'accès à ces terres est de l'ordre de l'impossible, même avec les crédits de la Banque agricole.

Enfin, là où la résistance paysanne, depuis la fin des années 1990, s'est manifestée la répression est été brutale. Cela d'autant plus que – lorsque les propriétaires ne reprenaient pas en faire-valoir direct les terres – des couches nouvellement enrichies de commerçants, d'émigrés ayant accumulé une certaine somme de capital dans les Etats du Golfe, par exemple, se présentaient comme nouveaux fermiers ou métayers. Ils pouvaient payer un loyer plus élevé, ce qui était un des objectifs de la contre-réforme. Devant cette possibilité d'accumuler une rente agraire plus importante, il n'y avait donc pas de temps à perdre pour retirer tous les avantages de la contre-réforme agraire. Les propriétaires agraires – en collaboration avec l'Etat, son armée et sa police ainsi que leurs milices – ont fait valoir « leur droit »... de terroriser les paysans pauvres.

Dans les nouvelles propriétés gérées de façon moderne – capitaliste – une très grande partie de la main-d'œuvre est saisonnière. L'exploitation de cette main-d'œuvre est très brutale, ce d'autant plus que la partie des propriétaires, qui a déplacé ses capitaux d'un secteur commerçant ou immobilier vers l'agriculture, exige des taux de rendement élevés. La pression du « coût » du crédit joue aussi un rôle afin d'accentuer les exigences de retour sur investissement des propriétaires fonciers. Les prix du fermage ayant augmenté brutalement, ils débouchèrent, logiquement, sur une concentration de la terre, car seule des exploitations moyennes ou grandes pouvaient assurer des revenus suffisants pour assurer un renouvellement régulier de l'investissement.

La contre-réforme agraire de 1997 n'a pas abouti à une amélioration significative de la production agricole, par contre la précarisation des baux est devenue la règle ; la concentration de la propriété terrienne est allée de pair, comme il se doit, avec l'expulsion des paysans et leur paupérisation. Ce qui a « nourri » les bidonvilles du Caire et d'Alexandrie, pour ne prendre que deux exemples.

La terreur exercée par un grand propriétaire à Saranto, un village appartenant administrativement au gouvernorat de Al-Buhayrah – l'un des 27 gouvernorats d'Égypte – traduit un conflit social qui court dans la société égyptienne. Il a été un peu « oublié » depuis la montée des grèves ouvrières dès 2006.

De sourdes jacqueries parcourent les régions rurales de l'Égypte et la bi-polarisation entre grand agrobusiness, d'une part, et, d'autre part, le microfundisme ainsi que les sans-terre constitue une donnée de plus en plus nette de la formation sociale égyptienne, comme d'autres pays, tel que le Maroc, la Tunisie, l'Algérie ou la Turquie.

Juillet 2009. Publié sur <http://www.europe-solidaire.org>

L'embrassement lent et déterminé de l'Intifada égyptienne

Par Sellouma

Le régime de Moubarak continue son érosion et malgré la mainmise autoritaire, les signes de faille du système apparaissent de façon manifeste. Elles sont de trois types : démocratique, régionale et sociale. Démocratique car c'est un régime qui muselle fortement toute velléité d'opposition, même au sein de sa classe. Ces derniers temps, les partis d'opposition, même les plus mous, en ont fait les frais. A l'échelle régionale, Moubarak est un grand allié d'Israël et est soutenu financièrement par les États-Unis dans cette entreprise : le Ha'aretz décrivait la relation entre Moubarak et Netanyahou comme étant une « amitié formidable » et avançait que Bibi se sentait plus proche du grabataire égyptien de 82 ans qu'avec n'importe quel autre chef d'État [1]. On peut difficilement être plus explicite.

Ces failles sont nourries avant tout par la misère aggravée que subit le peuple égyptien. Depuis la séquence ouverte par le mouvement Kefaya en 2004 [2], le régime connaît une vague de grèves et mouvements assortie d'une impopularité grandissante. Le pouvoir égyptien a beau déployer d'importants modes de répression, il ne fait que révéler l'impasse dans laquelle il s'est plongé. Dans ce contexte de crise étatique, allant même jusqu'à une crise au sein de l'appareil dirigeant, les mouvements de la classe représentent le seul espoir de dépassement réel.

Les différentes échéances électorales, les législatives en 2010 et les présidentielles en 2011 peuvent être comprises comme indicatrices de stabilité du pouvoir. C'est un élément que Hosni Moubarak a bien compris. Voulant mettre toutes les chances de son côté, il a pris le parti de la répression généralisée. Résultat : son parti, le parti national démocratique, a gagné 80% des sièges au parlement. Toute opposition, aussi molle soit-elle, a été maladroitement muselée. Beaucoup de partis ont appelé au boycott du second tour, allant même, pour une centaine de parlementaires sortant, à appeler à la constitution d'un parlement parallèle.

A première vue, cette attitude pourrait être perçue comme un tournant depuis les déclarations médiatisées d'El Baradei qui, surfant sur sa notoriété internationale et l'obamania mondiale, promettait le changement. L'idée même qu'il puisse transparaître dans le jeu politique égyptien une alternative concurrence d'ores et déjà les projets de succession dynastique, d'autant qu'El Baradei apparaît comme un candidat crédible aux yeux de la classe dirigeante et des puissances impérialistes. Mais le recours aux vieilles recettes répressives n'est que révélateur de la nature de ce régime. L'état d'urgence est en vigueur depuis 30 ans, et tout acte de protestation, grève, manifestation, critique est interdit. La torture et la corruption sont une institution. Ce qui permet aujourd'hui de faire tenir le régime égyptien, c'est la violence.

La marge de manœuvre en terme de droits est tellement limitée que la diffusion d'une information est devenue un acte de militantisme, et cela l'est encore plus depuis les législatives [3]. Dans un pays dictatorial, toute divergence devient rapidement un problème politique, et la question de la non-neutralité de l'information ressort très clairement. Beaucoup de journalistes de presse et d'internet, socialistes ou membres des Frères musulmans ont été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement. Cela a été le cas de Khaled Hamza, le webmestre des Frères musulmans. Les campagnes de libération des prisonniers politiques de manière générale ne sont pas qu'une question de principes humanistes. Elles peuvent servir d'appui pour faire cesser la barbarie étatique et donner plus de souffle aux mouvements sociaux.

Le faible taux de participation aux élections est une donnée qui illustre le fait que le peuple égyptien ne croit pas au changement par les élections, et y a peu cru en fait. La vague de protestations, la flambée des prix de première nécessité ont largement contribué à cette situation. A cela s'ajoute, comme précisé précédemment, que la mascarade électorale a été avérée, même à ceux qui nourrissaient encore des illusions. Pour reprendre un billet du camarade Hossam el Hamalawy paru l'automne dernier, il y a comme une colère latente dans l'air. Les discussions entendues de la rue arabe tournent pas mal autour de la volonté d'en découdre avec cette dictature : « Que Dieu mette à feu ce régime. Ce pays va s'embraser rapidement, très rapidement. On ne peut plus supporter ça. [...] Il y aura une deuxième intifada du pain comme en 1977. Et cette fois nous incendierons le pays. Nous n'irons pas brûler les voitures, les bus et les

boutiques. Ils sont à nous. Non non. C'est eux que nous brûlerons. »

On ne peut prédire dans quelle mesure la violence d'état serait capable d'étouffer la vague de grèves et de manifestations dans le pays, et de faire perdre toute confiance dans la lutte. Mais on peut s'appuyer sur le fait que ces mouvements perdurent, malgré les revers qu'elles ont subis au regard du contexte démocratique. Pour la seule année 2010, on dénombre au moins 600 grèves, manifestations et sits-in. Parmi ces grèves, on peut citer celle des chauffeurs routiers, mais aussi des conducteurs de bus et minibus contre les nouvelles taxations. Elle a été lancée le 10 décembre 2010 et est d'après Al masry al youm la grève la plus massive, impliquant environ 100 000 routiers. L'ensemble du pays a ainsi été privé en approvisionnement de diverses matières premières tels que le métal, le ciment, le sucre ou le blé. Cette nouvelle taxation est d'autant plus honteuse qu'au même moment, le ministre chargé du pétrole signait un contrat d'exportation avantageux pour Israël. Officiellement, le ministère dénie cette information alors que d'après El Dostour, les journaux israéliens confirment ce contrat [4]. De nouveaux secteurs se sont mis en grève comme celui des employés de l'université américaine du Caire. La revendication principale portait sur l'augmentation des salaires.

Globalement, ces mouvements de grève s'engagent à partir d'une revendication spécifique pour élargir leurs demandes dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs : une revendication récurrente de ces dernières années porte sur la hausse du salaire moyen. Cela a été le cas lors de l'appel à la grève générale du 06 avril 2008 lancée par les ouvriers textiles de Mahalla, et lors de la manifestation du 07 novembre devant le syndicat de la presse qui a réuni et consolidé des réseaux de militants syndicaux et de grévistes.

La jeunesse est également pas mal mobilisée. Au mois de novembre, des étudiants et activistes ont manifesté contre le harcèlement policier dans les campus. L'exemple tristement emblématique reste le cas de Khaled Saïd, 28 ans, battu à mort par la police le 06 juin 2010 à la sortie d'un cybercafé. Cet événement a fait l'objet d'une campagne active des cyber activistes, internet étant le seul moyen pour eux d'organiser des manifestations.

Les coptes, partie prenante de la société égyptienne, sont également des victimes du régime. La bombe qui a explosé au 1er janvier a fait beaucoup de bruit, mais on parle peu des heurts récurrents entre la police et les coptes : le 25 novembre 2010, un manifestant copte a été tué. De même, des manifestations en réaction à l'attentat d'Alexandrie unissant musulmans et coptes contre le sectarisme ont rapidement dégénéré en affrontements contre la police.

On remarque souvent qu'à travers ces luttes s'engage une politisation de fond pour ses acteurs. Au début du mouvement de grève des travailleurs textiles de Mahalla, une ouvrière témoignait au début du mouvement qu'elle pensait qu'il fallait se manifester car Moubarak n'entendait pas la souffrance qu'endurait son peuple. A la fin du mouvement, elle ne se faisait plus d'illusions quant aux intérêts réels du président [5]. La bataille pour obtenir des cadres de lutte indépendants du pouvoir a été une nouveauté dans la période : la création du premier syndicat indépendant depuis 50 ans, celui des collecteurs de taxes foncières, est un saut qualitatif quant à l'inscription de la colère politique et sociale dans la durée.

En tentant de maintenir à tout prix et contre tous un régime de terreur qui devra invariablement s'écrouler, Moubarak mise gros : le récent discrédit du changement par en haut peut se transformer en opportunité pour la classe ouvrière égyptienne. Elle pourrait ainsi être l'actrice principale de la révolution politique à venir. La question est la suivante : comment s'en donnerait-elle les moyens ? Quels enjeux pour la région ? Il est compliqué d'obtenir des informations relatives à la structuration des mouvements d'opposition, ou syndicaux. En termes d'opposition, le parti le plus implanté et qui garde une grande influence est celui des Frères musulmans. La confrérie existe depuis 1928, c'est donc le plus vieux parti d'Égypte, et elle revendique un million de membres et sympathisants. Ses orientations s'apparentent plus au réformisme qu'à l'islamisme, qui nommé ainsi n'a pas beaucoup de sens car il existe plusieurs tendances politiques différentes au sein de l'islam politique. Ses positions sont ambivalentes, elles peuvent initier des mouvements, souvent anti-impérialistes, tout en essayant de ne pas trop défier directement le régime [6]. On peut expliquer cette ambiguïté par le décalage qui existe entre la direction, en quête de respectabilité, et la base militante, présente dans les manifestations et grèves : leurs intérêts de classe divergent. La capacité des réseaux militants syndicaux et politiques à s'organiser en parti de la classe ouvrière est un élément important qui est lié à la possibilité d'écroulement du verrou anti-démocratique : le syndicat indépendant qui a été officiellement reconnu en 2009 est un pas qui doit retenir notre attention et notre soutien.

Des luttes de ces derniers mois en Egypte puis dans l'ensemble de la région naît un nouveau militantisme arabe [7]. Son surgissement est la conséquence directe du tournant néo-libéral que connaissent ces états bureaucratiques. La jeunesse se heurte à la fois à l'absence de perspective d'emploi après de longues études, corruption d'état oblige, mais aussi, plus récemment, à l'aggravation des conditions de vie. Les modes d'organisation de ce militantisme se manifestent par des formes de mise en réseau qui échappent aux autorités tels que le cyber-activisme, ou encore l'usage du téléphone portable pour les rassemblements de dernière minute. La diffusion spontanée des révoltes de la jeunesse d'un pays arabe à l'autre est bon signe : on est loin des affrontements nationalistes entre l'Algérie et l'Égypte causés par des matches de foot. Mais le repli nationaliste, notamment en Égypte, est une vraie menace pour le mouvement. C'est pour cela qu'une structuration entre les différents pays de la méditerranée est nécessaire pour inscrire cette solidarité, dont la forme élémentaire est le soutien à la lutte de libération de la Palestine.

Pour conclure, le premier levier politique en Égypte s'est produit grâce la campagne politique contre la guerre en Irak, qui s'est rapidement transformée en lutte pour les droits démocratiques. La question de la révolution permanente dans le monde arabe a été soulevée dans des contextes de regain des luttes. « [J]'ai appris les appels, les échos, la résonance presque immédiate de la Résistance palestinienne dans le peuple arabe. Certainement il fallait aider les feddayin à refuser malgré l'Amérique, l'Occupation sioniste mais sous cette exigence j'en distinguais une autre : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc en secouant les feuilles avaient fait tomber les Français qui s'y cachaient » [8].

Pour les Etats impérialistes, l'Égypte est un pays clé au Moyen-Orient, et il l'est aussi pour les partisans de la révolution : c'est sous la pression des manifestations en solidarité avec Gaza à Rafah que Moubarak a levé -partiellement- le siège. Et comme disait justement la pancarte d'un manifestant : « la libération de la Palestine passe par le Caire ».

18 janvier 2011. Publié sur le blog « Afrique en luttes » de la commission « Afrique » du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), France.

[1] Voir l'article de Ha'aretz : <http://www.haaretz.com/print-editio...>

[2] Kefaya dont la traduction en français est « ça suffit » est un mouvement d'opposition politique au régime dictatorial. Il rassemble des mouvement politiques divers et a dans ses objections la fin de l'état d'urgence et des lois antidémocratiques.

[3] Voir l'article d'al jazeera english (en anglais) : <http://english.aljazeera.net/indept...>

[4] Voir l'article en anglais : <http://www.almasryalyoum.com/en/new...>

[5] Voir le documentaire (en arabe) sur la grève à Mahalla : <http://vimeo.com/326691>

[6] Voir l'article (en anglais) du Socialist Worker : <http://www.socialistworker.co.uk/ar...>

[7] Voir l'article d'Al Jazeera (en anglais) : <http://english.aljazeera.net/indept...>

[8] J. Genet, Un captif amoureux, p.31, édition Gallimard, 1995.

L'Egypte a atteint le point d'ébullition

Par Ahmed Shawki, Mostafa Omar

Entretien avec Ahmed Chawki, rédacteur d'International Socialist Review, revenu récemment du Caire et l'activiste égypto-états-unien Mostafa Omar par Lee Sustar.

Quel impact l'insurrection en Tunisie a-t-elle eu en Égypte ?

Ahmed : En Égypte, tout le monde parle de la Tunisie. L'insurrection en Tunisie a mis en avant en Égypte les questions de manque de démocratie ainsi que les problèmes économiques.

Il y a une accumulation de griefs à tous les niveaux de la société à propos des exigences de la vie quotidienne. Les prix alimentaires montent et vont continuer à monter. Ensuite il y a le haut taux de chômage, le nombre élevé de sans-abris et le manque d'opportunités pour la jeunesse. Ce sont les mêmes problèmes qui sont au centre de la lutte en Tunisie et les gens ont été inspirés par les actions là-bas.

Mostafa : Des manifestants tunisiens ont donné des conseils tactiques aux manifestants égyptiens par Facebook. Par exemple, la plupart des manifestations organisées par les mouvements démocratiques ces dernières années rassemblaient autour de 3 ou 400 personnes. Habituellement la police les cassait ou bien arrêtaient de nombreux manifestants.

Cette fois, les choses ont été différentes. Il y a eu une espèce de direction unifiée qui a fait du travail préparatoire pour les manifestations. En suivant les conseils des Tunisiens, les organisateurs au Caire ont décidé de ne pas se réunir en un seul lieu mais de se rendre en différents lieux et de converger vers plusieurs bâtiments gouvernementaux où ils se sont alors réunis. Cela a eu le résultat de faire échouer la police.

Dans le passé la police a parfois toléré des manifestations mais seulement pour en prendre le contrôle par la violence ou les arrestations. Cette fois la police n'y est pas parvenu. Des manifestants ont convergé vers le bâtiment du parlement et ont essayé d'en prendre l'assaut. D'autres se sont rejoints au siège de la télévision et de la radio où ils ont essayé d'entrer. La plus grande manifestation au Caire a été à la place Tahrir dans le centre-ville.

Le deuxième problème pour la police c'est qu'elle ne s'attendait pas à ce nombre de manifestants. Elle pensait qu'il y aurait quelques milliers de manifestants au Caire alors qu'il y en a eu au moins 10 000 place Tahrir et plus encore à d'autres endroits.

Qu'en est-il des manifestations en dehors du Caire ?

Ahmed : À Alexandrie, la police a été très agressive et a utilisé des balles en caoutchouc pour essayer de casser la foule. Mais les gens sont restés. Cela malgré que, comme d'habitude, la police arrêtaient les activistes et harcelait leur famille.

Mostafa : La police a attaqué les manifestations en plusieurs endroits avec des balles en caoutchouc et des canons à eau. Elle a laissé les manifestations commencer et puis les a attaquées. Mais ça n'a pas marché. En réalité, les manifestants ont attaqué les forces de sécurité. Il y a plusieurs compte rendus de manifestants qui ont complètement battu les forces de sécurité et une vidéo fascinante de manifestants chassant la police.

L'ampleur des manifestations en dehors du Caire est le plus grand problème du gouvernement. À Suez, les gens ont refusé de se disperser et ont combattu la police dans une sorte de guérilla. À Alexandrie il y a eu une manifestation massive avec des dizaines de milliers de personnes suivie de meetings dans des places centrales. Il y a eu des scènes fascinantes — les gens apportaient des énormes affiches avec la photo de Mubarak et les brûlaient dans la rue. Ailleurs, dans quelques villes du Delta du Nil — une zone très industrielle — les manifestations étaient aussi très militantes. C'était presque une insurrection nationale.

Au Caire, un certain nombre de figures importantes de l'opposition ont joué un rôle. La principale est l'ex-

candidat à la présidentielle Ayman Nour qui s'est assis avec les occupants de la place Tahrir.

Y-a-t-il des précédents de manifestations de cette échelle ? Qui les dirigeaient ?

Mostafa : Ça n'était plus arrivé depuis 1977 quand la place Tahrir avait été occupée pour protester contre les hausses des prix demandées par le FMI.

La direction de l'opposition unifiée s'est créée lors des élections parlementaires de décembre. Étant donné que l'élection était complètement truquée pour donner au régime de Mubarak une majorité écrasante, quelques 80 ou 90 anciens membres du parlement ont créé un « parlement de l'ombre » et y ont amené plusieurs partis d'opposition. Ce sont eux qui ont plus ou moins coordonné l'appel à manifestation.

Une partie des jeunes ont tenus des ateliers pour discuter comment préparer l'action en terme de tactique. Les Frères musulmans — le plus grand groupe d'opposition en Égypte — n'a pas officiellement soutenu les manifestations mais a autorisé ses membres à participer sur base personnelle.

Les manifestations ont été organisées en une dizaine de jours. Les organisateurs ont choisi la date du 25 janvier — le Jour de la Police, ce jour où en 1951 la police a battu les occupants britanniques. Les organisateurs voulaient diffamer la police le jour où elle célébrait son soi-disant jour de fête patriotique. L'intention était en partie de mettre en exergue la brutalité de la police. Les manifestations étaient aussi proche du jour anniversaire de l'insurrection de 1977 contre le néolibéralisme du FMI.

Cependant, les organisateurs savaient que ces manifestations seraient différentes. Une indication était le nombre de suicides ces derniers jours suivant l'exemple du martyr Mohamed Bouazizi — ce Tunisien diplômé sans-emploi qui s'est immolé par le feu après que la police lui ait interdit de vendre des fruits.

Quelle est la politique de l'opposition ?

Ahmed : Les Frères musulmans ont vaguement acquiescé aux mobilisations mais ne les soutiennent pas en réalité. Il y a cependant un large soutien aux manifestations au travers des classes sociales.

Même des parties de la classe moyenne qui pourraient être en faveur de la répression des manifestations voient d'un mauvais oeil que Gamal Mubarak, le fils du président, deviennent son successeur. Une grande part de la classe politique ne laissera par le fonctionnement de l'État être une affaire de famille.

Les manifestations ont posé la question de savoir si Mubarak va se représenter à la présidence à nouveau. Et le boycott des élections parlementaires ont rendu le parlement encore plus factice que d'habitude. L'utilisation de lois d'exception pour se maintenir est plus évident que jamais.

Mostafa : L'opposition libérale s'était battue pour lever les lois d'exception, pour organiser des élections démocratiques et pour arrêter la vente de gaz à Israël. Elle n'avait, au mieux, réussi à mobiliser que 1000 ou 2000 manifestants. Les médias ont donc dit que les manifestations du 25 janvier étaient sans précédent.

En fait, si on tient compte du nombre de travailleurs qui ont été impliqués dans des grèves ou des manifestations de travailleurs ces dernières années, on arrive à à peu près un million. Le mouvement des travailleurs s'est construit depuis quelques années, a pris de la vitesse et a obtenu des concessions de la part du gouvernement. Le gouvernement n'a pas toujours obtempéré mais les travailleurs ont gagné leurs grèves, au moins sur papier, et se sont sentis plus confiants.

Tout ça s'est construit avant la Tunisie. Ce que la Tunisie a fait — et on ne peut pas le sous-estimer — c'est changer l'équation. Les gens disent « la Tunisie est un petit pays. Si ils peuvent se retrouver à plusieurs dizaines de milliers dans les rues, s'immoler par le feu pour faire passer un message et changer le régime, nous allons le faire aussi ».

Vous pouvez le voir en lisant des lettres écrites à des journaux d'opposition. Il y a quelques semaines — après les élections parlementaires truquées — il y avait un sentiment d'espoir. Maintenant, disent-ils, il y a une raison d'espérer — nous devons avoir une révolution.

Tout ça est remarquable parce qu'il y a eu une animosité populaire contre la Tunisie depuis l'ère de Sadat

dans les années 70. Quand les deux pays se rencontrent au football, il y a souvent effusion de sang — des gens ont été tués. Maintenant il y a des drapeaux tunisiens partout en Égypte.

Les exigences politiques des manifestations vont-elles se joindre aux demandes économiques des travailleurs ?

Mostafa : Je ne suis pas sûr de qui a appelé à la grève générale nationale. Mais ce qui s'est passé le 25 janvier dans la ville textile de Mahalla est révélateur. Une manifestation qui avait commencé le matin avec 200 personnes a atteint en fin de journée 45 000 personnes. Je pense que beaucoup de travailleurs veulent continuer à manifester.

L'autre chose remarquable est que la fédération syndicale nationale égyptienne — dirigée par des personnes engagées par le gouvernement — a partiellement lâché le gouvernement pendant les 2 semaines suivant l'insurrection tunisienne. Ils veulent un contrôle des prix, une augmentation des salaires et un système de distribution subsidié pour la nourriture. Les gens n'arrivent pas à trouver des produits de base comme le thé ou l'huile. Que les dirigeants du syndicat demande ça est sans précédent parce que ces gens ont soutenu le néolibéralisme. Ça, c'est l'impact de la Tunisie.

Pendant ce temps, les conditions auxquelles doivent faire face les travailleurs sont de plus en plus dures. Le taux de chômage officiel est de 12% mais est en réalité de 24 à 25%. Les prix alimentaires sont hors de contrôle. Un kilo de tomate — un produit de base — coûte 2\$; il était de 35 cents il y a peu. C'est prohibitif pour un pays où les fonctionnaires gagnent à peu près 26\$ par mois. La question de la faim est réelle. Et maintenant, le FMI fait pression sur le gouvernement pour supprimer les subsides sur l'essence.

C'est une raison importante pour laquelle — et en occident on ne s'en rend souvent pas compte — il y a eu une augmentation dans les luttes de travailleurs ces trois dernières années. Chaque jour il y a une grève — et le jour de l'action, il y a eu 12 grèves majeures. Le gouvernement les a calmées directement en promettant tout ce qui était demandé.

Les médias états-uniens se concentrent sur la supposée menace du « radicalisme islamique » en Égypte comme dans le reste du Moyen-Orient. Est-ce un facteur de cette lutte ?

Mostafa : Deux fois déjà, les Frères musulmans se sont abstenus de faire un quelconque appel à la grève générale ou à la manifestation nationale. Déjà en 2006 et de nouveau cette fois ils n'ont pas soutenus le jour de colère. Ils sont toujours la plus grande force politique du pays mais ils refusent de rentrer en confrontation avec le gouvernement. C'est vraiment le mouvement des travailleurs et la jeunesse radicale qui sont les forces qui mènent le mouvement, pas les Frères musulmans. Les Frères musulmans sont toujours le parti d'opposition principal avec le plus d'influence mais ils ne sont pas du tout derrière ce mouvement.

Beaucoup de jeunes et de travailleurs qui sont entrés dans le mouvement ces deux dernières semaines sont ouverts aux idées démocratiques et socialistes. Beaucoup de partisans des Frères musulmans également sont ouverts à une analyse différente — une analyse qui voit autre chose qu'uniquement un conflit entre l'Islam et l'occident. Par exemple, dans une manifestation, un homme qui était clairement religieux avait une pancarte disant que ça n'avait pas d'importance d'être musulman ou chrétien pour rejoindre la lutte.

C'est un grand changement depuis le 1er janvier, quand des attaques violentes contre des églises chrétiennes ont pu faire croire que le pays était à l'aube d'une guerre civile entre musulmans et chrétiens. On a vu plus d'attaques contre des églises chrétiennes l'année passée qu'à n'importe quel moment de l'histoire moderne de l'Égypte. Mais aujourd'hui, beaucoup de chrétiens ont rejoint la lutte commune avec les musulmans contre la police et l'État corrompu bien que la hiérarchie religieuse leur ait demandé de rester à l'écarte des manifestations.

Tout cela veut dire qu'il y a une ouverture pour la gauche — spécialement pour les socialistes — pour s'agrandir. Il y a du sang neuf dans le mouvement et les Frères musulmans ne se battent pas. C'est la gauche qui mène la bataille avec des nouveaux radicaux.

Publié le 26 janvier 2011 sur socialistworker.org — traduction française de Martin Laurent pour www.lcr-lagauche.be

« La révolution en Tunisie a été un catalyseur »

Par Hossam el-Hamalawy

Hossam el-Hamalawy est un journaliste marxiste indépendant et blogueur du site 3arabawy. Mark LeVine, professeur à l'Université de Californie-Irvine, est parvenu à la contacter via Skype afin d'obtenir des informations de première main sur les événements qui se déroulent en Egypte. Il nous parle ici des causes et du développement de ces protestations massives; du rôle joué par la question palestinienne et la révolution tunisienne, des grèves ouvrières et du mouvement syndical, des islamistes, de la jeunesse et de l'utilisation d'Internet dans la révolte actuelle.

Pour quelle raison fallait-il attendre qu'éclate la révolution en Tunisie pour que les Egyptiens sortent en masse dans les rues?

Hossam el-Hamalawy: En Egypte, nous disons que la révolution en Tunisie a plus été un catalyseur qu'un instigateur, parce que les conditions objectives pour un soulèvement existaient dans le pays. Depuis plusieurs années la révolte était dans l'air. Nous avons eu, également, deux mini-intifada ou « mini-Tunisie », en 2008. La première, ce fut le soulèvement à Mahalla en avril 2008, suivie par un autre à Borollos, dans le nord du pays.

Les révolutions ne surgissent pas de rien. Nous n'avons pas, mécaniquement, une mobilisation en Egypte parce qu'il y en a eu une en Tunisie. Il n'est pas possible d'isoler les protestations actuelles des quatre dernières années de grèves menées par les travailleurs en Egypte, ou des événements internationaux comme l'Intifada Al-Aqsa et l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis.

L'éclatement de l'Intifada Al-Aqsa fut particulièrement importante, parce que dans les années 1980 et 1990, l'activisme dans les rues avait effectivement été empêché par le gouvernement sous le prétexte de lutter contre les rebelles islamistes. Les mobilisations se sont réduites à celles des campus universitaires ou à celles des partis. Mais quand éclata l'Intifada en l'an 2000 et que la chaîne Al-Jazeera commençait à transmettre les images, elle a inspiré notre jeunesse à prendre les rues, de la même manière qu'aujourd'hui la Tunisie nous a inspiré.

Comment se développent les protestations?

H.H: Il est encore trop tôt pour dire comment elles vont évoluer. C'est déjà un miracle qu'elles continuent après minuit, malgré la peur et la répression. Mais la situation est arrivée à un point tel que les gens en ont tout simplement assez, complètement assez. Même si les forces de sécurité parviennent à écraser les protestations aujourd'hui, elles ne pourront pas écraser celles qui se succéderont la semaine suivante, ou le mois suivant, ou plus tard dans l'année. Il y a, définitivement, un changement dans la mentalité et le courage du peuple.

L'Etat s'est servi du prétexte de la lutte contre le terrorisme dans les années 1990 pour en finir avec toute dissidence dans le pays, un truc utilisé par tous les gouvernements, y compris les Etats-Unis. Mais, une fois que l'opposition a un régime passe par des protestations massives, il est très difficile d'étouffer une telle dissidence. On peut planifier la liquidation d'un petit groupe de terroristes qui combat dans des ravins, mais que peuvent-ils faire face à des dizaines de milliers de manifestants dans les rues? Ils ne peuvent pas les tuer tous. Ils n'ont même pas la garantie que les soldats feront une telle chose, qu'ils tirent contre les pauvres.

Quelle est la relation entre les événements dans la proche région et ceux qui se déroulent en Egypte?

H.H: Il faut comprendre que le régional est local dans ce pays. En l'an 2000, les protestations n'ont pas commencé comme des protestations contre le régime, mais bien contre Israël et en soutien au Palestiniens. La même chose s'est passée avec l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, trois ans plus tard.

Mais, une fois que tu descends dans la rue et que tu t'affrontes à la violence d'un régime, tu te poses des questions: pourquoi Moubarak envoie-t-il des soldats réprimer les manifestants au lieu de lutter contre Israël? Pourquoi le pays exporte-t-il du ciment en Israël pour qu'il soit utilisé pour construire des colonies au lieu d'aider les Palestiniens à reconstruire leurs maisons? Pourquoi la police est tellement brutale avec nous quand nous voulons seulement exprimer notre solidarité avec les Palestiniens, de manière pacifique?

Ainsi, les problèmes régionaux comme Israël et l'Irak deviennent des questions locales. En peu de temps, les mêmes manifestants qui lançaient des slogans pro-Palestiniens ont commencé à le faire contre Moubarak. Le moment décisif et spécifique, en terme de protestation, ce fut 2004, quand la dissidence intérieure a commencé à se manifester.

En Tunisie, les syndicats ont joué un rôle clé dans la révolution, vu leurs effectifs et leur militantisme, ils ont empêché l'écrasement des protestations et offert leur structuration organisationnelle. Quel est le rôle du mouvement ouvrier en Egypte dans le soulèvement actuel?

H.H: Le mouvement syndical égyptien a été durement réprimé dans les années 1980 et 1990 par la police, qui a utilisé des munitions de guerre contre des grévistes pacifiques en 1989 pendant les grèves dans l'industrie sidérurgique, et en 1994 contre les celles menées dans le secteur du textile. Mais depuis décembre 2006, notre pays connaît les plus grandes et soutenues vagues de grèves depuis 1946. Le détonateur, ce fut la grève dans l'industrie textile de la ville de Mahalla, dans le Delta du Nil, cité qui concentre la plus grande force de travail du Moyen Orient avec plus de 28.000 ouvriers. Elle commença sur des questions « économiques », mais elle s'étendit à tous les secteurs de la société, à l'exception de la police et des forces armées.

Comme résultat de ces grèves, nous avons arraché la création de 2 syndicats indépendants, les premiers depuis 1957; celui des contrôleurs des contributions, qui rassemble 40.000 employés du secteur public, et ceux des techniciens de la santé, avec plus de 30.000 membres, créé le mois dernier, en dehors des syndicats contrôlés par l'Etat.

Mais il est vrai qu'il y a une différence importante entre la situation chez nous et la Tunisie; elle réside dans le fait que, bien que ce pays était une dictature, il y existait une fédération syndicale semi-indépendante. Même si la direction collaborait avec le régime, les membres à la base étaient des syndicalistes militants. De sorte que, quand l'heure des grèves générales est arrivé, les syndicats ont pu jouer leur rôle. Mais ici, en Egypte, nous avons un vide, que nous espérons remplir très vite. Les syndicalistes indépendants, on les a étouffés par une véritable chasse aux sorcières dès qu'ils tentaient de s'établir, ils ont subi les attaques des syndicats d'Etat, ou soutenus par l'Etat, mais ils sont quand même parvenus à se renforcer malgré ces tentatives de les écraser.

Il est vrai aussi que, ces derniers jours, la répression s'est essentiellement dirigée vers les manifestants dans la rue, qui ne sont pas nécessairement des syndicalistes. Ces protestations ont rassemblé un vaste spectre d'Egyptiens; y compris des enfants de l'élite. De telle sorte que nous avons une combinaison de pauvres et de jeunes des villes, ensemble avec la classe moyenne et les enfants de l'élite. Je pense que Moubarak est parvenu à rassembler contre lui tous les secteurs de la société, à l'exception de son cercle intime de complices.

On a décrit la révolution tunisienne comme dirigée par la jeunesse et dépendante, pour son succès, de la technologie offerte par les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. Et maintenant les gens se focalisent sur la jeunesse en Egypte comme principal catalyseur. S'agit-il d'une « intifada juvénile » et pourrait-elle avoir lieu sans Facebook et autres technologies médiatiques?

H.H: Oui, il s'agit bien d'un intifada de la jeunesse. Quant à l'Internet, il ne joue qu'un rôle dans la diffusion de la parole et des images qui se passent d'abord sur le terrain, dans la rue. Nous n'utilisons pas Internet pour nous organiser. Nous l'utilisons pour faire connaître ce que nous faisons sur le terrain, dans l'espoir d'encourager les autres à participer aux actions.

On est surpris en voyant le rôle crucial joué par les syndicats dans le monde arabe actuel, en tenant compte de plus de deux décennies de régimes néolibéraux dans toute la région dont l'objectif principal est justement de détruire la solidarité de la classe ouvrière. Comment les syndicats ont-ils pu maintenir une telle importance?

H.H: Les syndicats sont un véritable remède magique contre n'importe quelle dictature. Voyez la Pologne, la Corée du Sud, l'Amérique latine ou la Tunisie. Les syndicats ont toujours été utiles pour les mobilisations des masses. Il faut une grève générale pour abattre une dictature, et il n'y a rien de mieux qu'un syndicat indépendant pour le faire.

Existe-t-il un programme idéologique plus étendu derrière ces protestations, ou s'agit-il seulement de se débarrasser de Moubarak?

H.H: Chaque secteur a ses propres raisons pour sortir dans les rues, mais je suppose que si notre soulèvement aboutit à un succès et que nous chassons Moubarak, les divisions vont apparaître. Les pauvres voudront impulser une révolution avec des positions plus radicales, telles que la redistribution des richesses et la lutte contre la corruption, tandis que les « réformistes » voudront y mettre un frein, faire pression pour que les changements viennent « d'en haut », et limiter un peu les pouvoirs tout en maintenant l'essentiel de l'Etat.

Quel est le rôle joué par les Frères Musulmans et quel est l'impact de leur prise de distance par rapport aux protestations actuelles?

H.H: Les Frères Musulmans ont soufferts de divisions importantes depuis l'éclatement de l'Intifada al-Aqsa. Leur participation dans le Mouvement de solidarité avec la Palestine, quand elle s'est affrontée au régime, fut désastreuse. Basiquement, chaque fois que leurs dirigeants arrivent à un compromis avec le régime, et particulièrement les acolytes de leur actuel guide suprême, les cadres de la base se retrouvent démoralisés. Je connais personnellement de nombreux jeunes Frères qui abandonnent l'organisation, certains pour rejoindre d'autres groupes, les autres restent indépendants. A mesure que croît le mouvement de rue actuel et que les cadres inférieurs y participent, il y aura encore plus de divisions parce que la direction ne peut pas justifier le fait qu'elle ne fait pas partie du soulèvement.

Quel est le rôle des Etats-Unis dans ce conflit? Comment les gens de la rue voient-ils son attitude?

H.H: Moubarak est le second bénéficiaire de l'aide extérieur des Etats-Unis, après Israël. Il est connu pour être le mâton des Etats-Unis dans la région; c'est un instrument docile de la politique étrangère de Washington, un appui pour la politique de sécurité d'Israël et une garantie pour assurer le flux continu du pétrole tandis qu'il maintient les Palestiniens à genoux. De sorte que ce n'est pas un secret que cette dictature a bénéficié du soutien des gouvernements des Etats-Unis, depuis le premier jour, y compris pendant la trompeuse rhétorique pro-démocratique de Bush. Ainsi, il n'y a pas à être surpris devant les déclarations risibles de Clinton défendant plus ou moins Moubarak, vu que l'un des piliers de la politique étrangère des Etats-Unis est de maintenir des régimes stables sur le dos de la liberté et des droits civiques.

Nous n'attendons rien d'Obama, que nous considérons comme un grand hypocrite. Mais nous espérons que le peuple étatsunien – les syndicats, les associations de professeurs, les organisations étudiantes, les groupes d'activistes – se prononce en notre faveur et nous soutiennent. Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement des Etats-Unis reste en dehors de cette affaire. Nous ne voulons aucune sorte de soutien de sa part, simplement qu'il cesse immédiatement d'appuyer Moubarak, qu'il retire toutes ses bases militaires du Moyen Orient et cesse également de soutenir Israël.

En dernière instance, Moubarak fera tout ce qu'il pourra pour se maintenir. Il adoptera sans doute une posture « anti-US » s'il pense que cela pourra l'aider à sauver sa peau. Mais en fin de compte, il est totalement discrédité et avant tout intéressé par ses propres intérêts; s'il estime que les Etats-Unis vont l'abandonner, il ira chercher un soutien ailleurs.

La réalité est que n'importe quel gouvernement « propre » qui arrivera au pouvoir dans cette région connaîtra un conflit ouvert avec les Etats-Unis, parce qu'il sera forcé de mener une redistribution rationnelle des richesses et en finir avec le soutien à Israël et aux autres dictatures. De sorte que nous n'attendons aucune aide du gouvernement des Etats-Unis, seulement qu'il nous fiche la paix.

Source:

<http://english.aljazeera.net/indepth/features/2011/01/201112792728200271.html>

Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Où va l'Egypte ?

Entretien avec Gilbert Achcar par Farooq Sulehria

Pensez-vous que l'engagement pris par Moubarak, le 1er février 2011, de ne pas se présenter aux prochaines élections constitue une victoire pour le mouvement ou s'agissait-il juste d'une astuce pour calmer les masses, vu que le lendemain déjà les manifestants de la Place Al-Tahrir ont été brutalement attaqués par des forces pro-Moubarak ?

La révolte populaire égyptienne contre le régime a atteint son premier pic le 1er février, poussant Moubarak à annoncer des concessions dans la soirée. C'était une reconnaissance implicite de la puissance de la protestation populaire et un net repli de la part de l'autocrate, d'autant qu'elle a suivi de près l'annonce de l'acceptation par le gouvernement de négocier avec l'opposition. Ce sont là des concessions significatives de la part d'un régime autoritaire et elles témoignent de l'importance de la mobilisation populaire. Moubarak s'est même engagé à accélérer les actions judiciaires en cours contre les fraudes perpétrées au cours des précédentes élections.

Néanmoins il a laissé clairement entendre qu'il n'était pas prêt à aller plus loin dans les concessions. Avec l'armée fermement de son côté, il tentait d'apaiser aussi bien le mouvement de masse que les puissances occidentales qui l'incitaient à réformer le système politique. Sans aller jusqu'à donner sa démission, il a accepté certaines des demandes décisives que le mouvement de protestation avait formulées depuis le début de son essor, le 25 janvier. Mais depuis lors le mouvement s'est radicalisé, au point que seule la démission de Moubarak le satisferait, et beaucoup demandent même qu'il soit jugé par un tribunal.

En outre, toutes les institutions clés du régime – aussi bien l'exécutif que le législatif, c'est-à-dire le Parlement – sont maintenant dénoncées par le mouvement comme étant illégitimes. C'est ainsi qu'une partie de l'opposition demande que le chef de la Cour constitutionnelle soit nommé président par intérim pour présider l'élection d'une Assemblée constituante. D'autres réclament même un Comité national composé des forces de l'opposition pour superviser la transition. Ces demandes constituent bien sûr une perspective démocratique radicale. Pour réussir à introduire des changements aussi importants, le mouvement de masse devra briser ou déstabiliser la colonne vertébrale du régime, à savoir l'armée égyptienne.

Vous êtes en train de dire que l'armée égyptienne soutient Moubarak ?

L'Egypte – encore davantage que d'autres pays comparables comme le Pakistan ou la Turquie – est essentiellement une dictature militaire avec une façade civile, cette dernière étant elle-même truffée de personnages d'origine militaire.

Le problème est que la plus grande partie de l'opposition égyptienne, en commençant par les Frères musulmans, a semé des illusions sur l'armée et sur sa soi-disant «neutralité», voire sa «bienveillance». Ils dépeignent l'armée comme un honest broker (un intermédiaire honnête), alors que l'armée en tant qu'institution n'est en réalité pas du tout « neutre ». Si elle n'a pas encore été utilisée pour réprimer le mouvement, c'est seulement parce que Moubarak et l'état-major ont considéré qu'il n'était pas adéquat de le faire, probablement parce qu'ils craignaient que les soldats conscrits hésitent à procéder à une répression massive. C'est la raison pour laquelle le régime a préféré organiser contre le mouvement de protestation des contre-manifestations et des attaques par des voyous, des nervis. Le régime a tenté de déclencher un semblant de conflit civil qui devait montrer une Egypte déchirée entre deux camps, créant ainsi une justification pour l'intervention de l'armée en tant qu'«arbitre» de la situation.

Si le régime avait réussi à mobiliser un contre-mouvement significatif et à provoquer des heurts sur une plus grande échelle, l'armée aurait pu intervenir en déclarant: « La récréation est terminée, tout le monde doit rentrer à la maison maintenant », tout en affirmant que les promesses faites par Moubarak seraient tenues.

Comme beaucoup d'autres observateurs, j'ai craint durant ces deux derniers jours que ce stratagème réussisse à affaiblir le mouvement, mais l'énorme mobilisation qui a eu lieu le « jour du départ » – le

vendredi 4 février 2011 – est rassurante. L'armée devra faire de nouvelles concessions, plus significatives, face au soulèvement populaire.

Quand vous parlez de l'opposition, quelles sont les forces qui la composent ? Nous avons évidemment entendu parler des Frères musulmans et de El-Baradei. Existe-t-il d'autres forces, comme par exemple l'extrême gauche ou les syndicats ?

L'opposition égyptienne comprend un vaste éventail de forces. Il y a des partis comme le Wafd, qui sont des organisations légales et qui constituent ce qu'on pourrait appeler l'opposition progressiste (liberal en anglais). Ensuite, il y a une zone grise occupée par les Frères musulmans. Cette organisation n'a pas de statut légal, mais est tolérée par le régime. Sa structure est visible; il ne s'agit pas d'une force clandestine. Les Frères musulmans constituent certainement de loin la force la plus importante de l'opposition. Lorsque, sous la pression des Etats-Unis, le régime de Moubarak a laissé une place à l'opposition lors des élections parlementaires de 2005, les Frères musulmans – sous l'étiquette d'«indépendants» – ont réussi, malgré tous les obstacles, à obtenir 88 sièges au Parlement. Lors des dernières élections parlementaires en novembre et décembre 2010, après que le régime Moubarak a décidé de fermer l'espace qu'il avait ouvert en 2005, les Frères musulmans ont presque disparu du Parlement, où ils n'ont conservé qu'un seul siège.

Parmi les forces de gauche, la plus importante est le Parti Tagammou, qui a un statut légal et qui détient cinq sièges au Parlement. Il se réfère à l'héritage nassérien. Les communistes y ont joué un rôle prééminent. Il s'agit fondamentalement d'un parti réformiste de gauche. Il n'est pas considéré comme une menace au régime, bien au contraire, car à plusieurs reprises il s'est montré très complaisant à son égard. Il existe également des groupes nassériens et de la gauche radicale, petits mais vigoureux, et très engagés dans le mouvement de masse.

Ensuite il y a des mouvements de la «société civile», comme Kefaya [«ça suffit !», Mouvement égyptien pour le changement] qui est une coalition de militants de plusieurs forces d'opposition apparue en 2000 en solidarité avec la Deuxième Intifada palestinienne. Plus tard, ce mouvement s'est opposé à l'invasion d'Irak et il s'est ensuite illustré en tant que mouvement démocratique menant campagne contre le régime Moubarak.

Entre 2006 et 2009, l'Egypte a vu le développement d'une vague de conflits sociaux, dont quelques grèves très importantes de travailleurs. Il n'existe pas de syndicats indépendants de travailleurs en Egypte, à une ou deux exceptions près, très récentes, nées de la radicalisation sociale. [Voir à ce propos la déclaration du Comité constituant de la Fédération des syndicats indépendants]

La masse de la classe travailleuse ne bénéficie pas d'une représentation et d'organisations autonomes. Une tentative d'appeler à une grève générale le 6 avril 2008 en solidarité avec les travailleurs (1) a débouché sur la création du Mouvement de Jeunesse du 6 avril. Des associations comme celle-ci et comme Kefaya sont focalisés sur des campagnes et ne constituent pas des partis politiques, elles comprennent des personnes de différentes affiliations politiques tout comme des militants sans affiliation.

Lorsque Mohamed El Baradei est retourné en Egypte en 2009, après son troisième mandat à la tête de l'AIEA, son prestige augmenté par le Prix Nobel de la Paix qu'il a reçu en 2005, une coalition progressiste et de gauche s'est formée autour de lui, alors que les Frères musulmans adoptaient à son égard une position tiède et réservée. Dans l'opposition, ils étaient nombreux à considérer El Baradei comme un candidat fort, jouissant d'une réputation et de relations internationales et constituant par conséquent un candidat crédible à la présidence contre Moubarak et son fils. C'est ainsi que El Baradei est devenu une figure de ralliement pour un large secteur de l'opposition regroupant aussi bien des forces politiques que des personnalités, ce qui a débouché sur la création de l'Association nationale pour le changement.

Toutes ces forces sont très engagées dans le soulèvement actuel. Néanmoins, une majorité écrasante des gens qui sont dans la rue n'ont pas d'affiliation politique. Il s'agit d'un flot de colère provoquée par l'obligation de vivre sous un régime despotique, de vivre des conditions économiques qui vont en s'aggravant avec l'augmentation massive des prix des biens de base : comme l'alimentation, le gaz, l'essence, et l'électricité, tout cela dans un contexte de chômage désastreux. Ces conditions règnent non seulement en Egypte, mais aussi dans la plupart des pays de la région, et c'est la raison pour laquelle le feu de la révolte qui s'est allumé en Tunisie se répand aussi rapidement à beaucoup de pays arabes.

Est-ce que El Baradei est vraiment populaire ou représente-t-il une sorte de Mir-Hossein Moussavi [en Iran] du mouvement égyptien, qui essaie de changer quelques visages tout en préservant le régime ?

Pour commencer, je ne suis pas d'accord avec cette caractérisation de Moussavi. Il est vrai que celui-ci ne voulait pas « changer le régime » si on entend par là une révolution sociale. Mais il y avait en tout cas un conflit entre d'une part les forces sociales autoritaires dirigées par les Pasdaran et représentées par Ahmadinejad, et d'autre part les forces qui se sont coalisées autour d'une perspective progressiste (liberal en anglais) réformiste représentée par Moussavi. Il s'agissait bien d'un conflit sur la nature du « régime », dans le sens du type de gouvernement politique.

Mohamed El Baradei est un authentique progressiste qui souhaite que son pays sorte de l'actuelle dictature pour devenir un régime progressiste (liberal) démocratique, avec des élections libres et des libertés politiques. Si un éventail aussi vaste de forces politiques est prêt à coopérer avec lui, c'est parce qu'elles voient en lui l'alternative progressiste la plus crédible au régime existant, un homme qui ne dirige pas un électorat organisé propre et qui constitue par conséquent une figure de proue appropriée pour un changement démocratique.

Pour revenir à votre analogie, vous ne pouvez pas comparer El Baradei à Moussavi, qui était un membre du régime iranien, un des hommes qui a conduit la révolution iranienne de 1979. Moussavi avait ses propres partisans en Iran avant d'émerger en tant que dirigeant du mouvement de protestation de masse de 2009. En Egypte, El Baradei ne peut pas et ne prétend pas jouer un rôle analogue. Il est soutenu par un vaste éventail de forces, mais aucune d'entre elles ne le voit comme son leader.

La réserve initiale des Frères musulmans à l'égard de El Baradei tenait en partie au fait qu'il n'a pas de penchant religieux et se montre trop laïque à leur goût. Par ailleurs, par le passé les Frères musulmans avaient cultivé avec le régime une relation ambiguë. S'ils avaient pleinement soutenu El Baradei, cela aurait limité leur marge de manœuvre dans leurs négociations – qui duraient depuis assez longtemps déjà – avec le régime Moubarak. Le régime a fait beaucoup de concessions aux Frères musulmans dans le domaine socioculturel, entre autres en augmentant la censure islamique dans la culture. C'est ce que le régime pouvait le plus facilement concéder pour apaiser les Frères. C'est ainsi que l'Egypte a reculé à grands pas de la laïcité qui avait été consolidée sous Gamal-Abdoul Nasser dans les années 1950 et 1960.

L'objectif des Frères musulmans est d'assurer un changement démocratique qui leur donnera la possibilité de participer à des élections parlementaires et présidentielles libres. Le modèle qu'ils aspirent à reproduire en Egypte est celui de la Turquie, où le processus de démocratisation était contrôlé par les militaires, avec l'armée qui restait le pilier du système politique. Néanmoins ce processus a créé un espace qui a permis à l'AKP, un parti islamique conservateur, de gagner les élections. Ils n'avaient pas l'ambition de renverser l'Etat, d'où la cour qu'ils faisaient aux militaires et leur souci d'éviter tous gestes susceptibles de contrarier l'armée. Ils adhèrent fortement à une stratégie de conquête graduelle du pouvoir : ce sont des gradualistes et non des radicaux.

Les médias occidentaux suggèrent que la démocratie dans le Proche-Orient pourrait conduire à une prise de pouvoir des fondamentalistes islamiques. Nous avons vu le retour triomphal de Rached Ghannouchi en Tunisie après de longues années d'exil. Les Frères musulmans sont susceptibles d'emporter des élections libres en Egypte. Quel est votre avis sur cette question ?

Je retournerais la question. Je dirais que c'est le manque de démocratie qui a permis aux forces fondamentalistes religieuses d'occuper l'espace. La répression et le manque de libertés politiques ont réduit considérablement la possibilité de développer des mouvements de gauche, des travailleurs, féministes, ce dans un contexte d'injustices sociales croissantes et d'une dégradation de la situation économique. Dans ces conditions, la voie la plus facile pour l'expression de protestations de masse est celle qui utilise le plus facilement et le plus ouvertement les canaux disponibles. C'est ainsi que l'opposition a été dominée par des forces adhérant à des idéologies et à des programmes religieux.

Nous aspirons à une société où de telles forces sont libres de défendre leurs opinions, mais dans une concurrence ouverte et démocratique entre tous les courants politiques. Pour que les sociétés du Moyen-Orient puissent retrouver la voie de la laïcité politique, revenir à une méfiance populaire critique de l'exploitation politique de la religion qui existait dans les années 1950 et 1960, elles doivent acquérir le

genre d'éducation politique qui ne peut être acquise que par une pratique à long terme de la démocratie.

Cela dit, le rôle des partis religieux est différent dans différents pays. Il est vrai que Rached Ghannouchi a été accueilli par quelques milliers de personnes lorsqu'il est arrivé à l'aéroport de Tunis. Mais son mouvement Ennahda a beaucoup moins d'influence en Tunisie que les Frères musulmans n'en ont en Egypte. Cela tient bien entendu en partie au fait que Ennahda a subi une répression brutale depuis les années 1990. Mais c'est aussi parce que la société tunisienne est moins portée que la société égyptienne aux idées fondamentalistes religieuses à cause de son degré d'occidentalisation plus poussé et à cause de l'histoire de ce pays.

Mais il n'y a aucun doute que les partis islamiques sont devenus des forces majeures dans l'opposition aux régimes en place dans toute la région. Une expérience démocratique de longue durée sera nécessaire pour changer la direction des vents qui prévalent depuis plus de trois décennies. L'alternative est un scénario à l'algérienne, où un processus électoral a été bloqué par l'armée au moyen du coup militaire de 1992, débouchant sur une guerre civile dévastatrice dont l'Algérie n'a pas fini de payer le prix.

L'étonnante montée des aspirations démocratiques parmi les peuples arabes ces dernières semaines est très encourageante. Ni en Tunisie, ni en Egypte, ni ailleurs, les protestations populaires n'avaient pour objectif des programmes religieux et n'étaient dirigées principalement par des forces religieuses. Il s'agit de mouvements démocratiques, montrant un fort désir de démocratie. Les sondages ont montré depuis pas mal d'années que la démocratie en tant que valeur occupe une place très prisée dans les pays moyen-orientaux, contrairement à ce que veulent les préjugés « orientalistes » répandus concernant la supposée « incompatibilité » culturelle des pays musulmans avec la démocratie. Les événements actuels prouvent une fois de plus que toute population privée de liberté finira par soutenir la démocratie, quelle que soit la « sphère culturelle » à laquelle elle appartient.

Quiconque participera et gagnera les futures élections libres au Moyen-Orient devra faire face à une société où la revendication de démocratie est devenue très forte. Il sera difficile à un parti – quel que soit son programme – de détourner ces aspirations. Je ne dis pas que ce serait impossible. Mais l'une des conséquences majeures des événements actuels est que les aspirations populaires à la démocratie ont été fortement augmentées. Elles créent des conditions idéales pour que la gauche puisse se reconstruire en tant qu'alternative.

Gilbert Achcar a vécu au Liban pendant de nombreuses années avant de s'installer en France, puis en Allemagne et au Royaume-Uni, où il est actuellement professeur sur les questions de développement et les relations internationales à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a publié récemment *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits, Sinbad, Actes Sud, 2009*. Cet entretien a été conduit le 4 février 2011.

Les religieux face à l'insurrection

Par Husam Tammam et Patrick Haenni

La « colère arabe », en Egypte, n'a pas été islamiste – pas plus qu'en Tunisie quelques semaines plus tôt. L'islamisme en était une composante, guère plus. Dans l'ensemble, le rôle des différentes forces religieuses a été très conservateur politiquement. Rares sont ceux qui ont soutenu le mouvement de protestation, certains ont été contraints de se solidariser en partie avec lui, nombreux sont enfin ceux qui s'y sont franchement opposés, autant parmi les coptes que les musulmans.

La nature exacte des acteurs du déclenchement de la révolte, le 25 janvier, date du premier appel à descendre dans la rue à l'occasion de la journée de la police, n'est pas encore tout à fait connue.

Deux choses, en revanche, sont avérées. Tout d'abord, les premières manifestations sur la place Tahrir ont été menées par les jeunes des différents mouvements de protestation qui ont structuré le politique de ces deux dernières années ; il s'agissait de mouvements sans orientation idéologique claire, mélangeant aspirations démocratiques, références nationalistes et tendances de gauche.

Ensuite, les Frères musulmans, comme les autres forces politiques instituées, ont été absents du soulèvement à ces débuts. Les acteurs religieux ont dû alors, comme tous les acteurs politiques d'ailleurs, prendre acte du soulèvement en cours. Les positions étaient variées, mais aucun acteur religieux ne s'est érigé en dépositaire de la « révolution », et la plupart s'en méfient. Un scénario à l'iranienne est ainsi peu probable : entre les leaders religieux et la rue, l'heure n'est pas à la communion.

Le fossé croissant entre la dynamique de la rue et celles des acteurs religieux officiels

En effet, si l'on regarde en panorama les positionnements des acteurs religieux, l'humeur n'est nullement au grand soir. Le mouvement salafiste condamne ; les Frères musulmans, au début, se mettent en retrait, avant de se faire aspirer par la dynamique de la contestation, puis tentent de la recadrer avec un processus de négociation que les manifestants, plus maximalistes, y compris chez les Frères, ne souhaitent pas.

A noter que ce n'est pas forcément le cas de tous les Egyptiens, beaucoup se seraient contentés d'une solution médiane : Moubarak gère la transition, et on reporte la demande de démocratie aux prochaines élections. La voix de la rue n'est en effet pas forcément la conscience du peuple ! Plus que cela : les différentes formations islamistes en ont sans doute été les plus éloignées. Ainsi, les composantes diverses du mouvement salafiste ont très clairement condamné les manifestations dès le moment où les premiers appels ont été lancés.

Les institutions religieuses officielles, tant musulmanes (al-Azhar et Dar al-Fatwa) que chrétiennes (l'Eglise copte), prises dans des rapports d'allégeance avec le régime, ont encore plus raté le coche de la dynamique révolutionnaire.

Le grand shaykh d'al-Azhar, Ahmed al-Tayyeb, a tout d'abord soutenu le régime avant de revenir difficilement sur ses positions avec des propos moins alignés, mais très en retard sur les revendications du soulèvement : au sommet de la dynamique de contestation, début février, le shaykh d'al-Azhar appelle au calme, condamne la mort d'Egyptiens sans pouvoir affirmer clairement que ces morts sont tombés dans un rapport de confrontation entre un régime qui prit l'initiative de la violence via ses relais habituels : la police civile, le parti-Etat et les voyous des bas quartiers. Le pape Shenouda, de son côté, appela, tout au cours du soulèvement, la population chrétienne à ne pas se joindre aux protestations.

La dépendance politique du leadership des institutions cléricales, tant chrétienne (l'Eglise copte) que musulmane (al-Azhar), est d'ailleurs très mal reçue et risque de remettre en cause durablement les liens avec leurs bases. En atteste la colère des jeunes coptes à la place de Tahrir vis-à-vis des positions du patriarche Chenouda, la démission du vice-porte-parole d'Al-Azhar Mohamed Rifaï al-Tahtawi (qui descendit ensuite dans la rue avec les manifestants) ou encore la participation des imams et prédicateurs d'al-Azhar venus se joindre en habits officiels au mouvement de protestation.

La masse des orants qui quitta les mosquées officielles pour rejoindre les manifestations, le vendredi, a mis en évidence la crise de communication entre l'institution religieuse et la population : ses fatwas d'appel au calme restèrent lettre morte. De leur côté également, nombre de coptes rejoignent les protestations. Leur prière dans la rue aux côtés des musulmans prend alors la figure d'un double refus : non seulement du régime, mais aussi du soutien politique sans faille de l'Eglise à un régime dont beaucoup de coptes considèrent qu'il n'a rien fait pour eux quand ils ne disent pas qu'il a cautionné l'islamisation et la confessionnalisation des identités dans le pays.

Curieusement, c'est celui que l'on imaginait le moins enclin à se mêler de politique, à savoir le jeune prédicateur branché Amr Khaled, conscience religieuse des classes moyennes, qui a le plus clairement soutenu le mouvement de protestation. Non seulement il a d'emblée appuyé le soulèvement avec des demandes clairement politiques (notamment la révision de la Constitution), mais il a aussi appelé les militants de son réseau d'initiatives de développement à soutenir la militance en cours et s'est engagé à envoyer « 50 000 jeunes dans la rue pour protéger les institutions publiques ».

Cela constituait une position non de défiance, mais bien de soutien : Amr Khaled s'est rendu à plusieurs reprises à la place Tahrir et a appelé le régime à « écouter les demandes de la jeunesse ». Si la dynamique de politisation de ce prédicateur s'inscrit dans un processus de longue durée, la contestation en Egypte l'a clairement accélérée et clarifiée.

Le salafisme et le pouvoir : réconciliation sur le dos de la révolution

La nébuleuse salafiste s'est tout autant trouvée en rupture profonde avec la dynamique de la rue. Dès le début et jusqu'à maintenant, sa position a été sans équivoque : il faut boycotter le mouvement de protestation, car la protestation équivaut au chaos. Il convient de préférer l'iniquité du pouvoir au vide que sa contestation risque d'engendrer (les salafistes se fondent pour cela sur une fatwa du penseur islamique médiéval Ibn Taimiyya, affirmant que 70 années de pouvoir inique valent mieux qu'un jour sans pouvoir).

Les shaykhs salafistes influents en Egypte, notamment les shaykhs qui ont établi de fortes positions d'influence via les télévisions satellitaires pieuses (comme les chaînes al-Nâs, al-Rahma, etc.), ont légèrement fléchi dans leur refus global. Avec l'extension du mouvement, ils ne s'opposent plus à celui-ci, mais tentent de le contenir, se contentant de rappeler l'importance de la protection des biens publics et soulignent la nécessité de s'opposer aux voyous et aux bandes.

Cette théologie de la soumission politique, très présente via l'influence des shaykhs saoudiens Rabia al-Madkhali ou Mohamed Amân al-Jâmî, recevait évidemment la bénédiction du pouvoir, même si sa radicalité (notamment dans son rejet de la population copte) avait pour prix un durcissement important des positions sur le front confessionnel.

Ainsi, alors que, en 2010, en raison notamment de la dégradation sur le front confessionnel (voir l'excellent rapport de l'Egyptian Initiative for Personal Rights sur le sujet), le régime de Moubarak décide de supprimer les chaînes religieuses dominées par les shaykhs de la mouvance salafiste, précisément au nom de la paix sociale. Ces mêmes clercs salafistes retrouvent maintenant droit de cité, non pas en restaurant les chaînes satellite interdites, mais en accédant aux chaînes égyptiennes officielles, où l'on voit désormais des shaykhs tels que Mohamed Hassan, Mahmoud al-Masri et Moustapha al-Adawi prendre la parole pour ressasser à satiété leurs condamnations des protestations et leurs rappels des bienfaits d'une situation de paix sociale, certains allant jusqu'à qualifier la dynamique de révolte de « complot sioniste ».

Jusqu'à la phraséologie, leur position est alignée sur l'orientation prise du wahabisme officiel des clercs du royaume saoudien. Le mufti du royaume avait, dans la même veine, déclaré que tous les mouvements de protestation dans le monde arabe étaient des machinations occidentales contre la communauté musulmane.

Des shaykhs de ce courant sont restés sur une ligne constante : l'un d'entre eux, le shaykh Mahmoud Amer, avait déclaré illicites d'un point de vue religieux les candidatures contre Moubarak aux élections présidentielles de 2005, soutenant que Moubarak était le dépositaire religieux de l'autorité légitime des affaires de la communauté ; le même personnage avait rendu licite le sang de Mohamed al-Baradaï (ce qui équivaut à un appel indirect au meurtre) lorsqu'il annonça vouloir se présenter aux élections présidentielles, estimant qu'il était en train d'« inciter à l'insurrection civile contre le régime de Moubarak »

(Al-Ahram Hebdo, n° 850, semaine du 2 au 28 décembre 2010).

Si ces postures de shaykhs rallié au courant madkhaliste représentant l'aile la plus loyaliste du wahabisme saoudien étaient prévisibles, la position des shaykhs salafistes de l'école d'Alexandrie était attendue avec plus de curiosité : l'école salafiste d'Alexandrie a, en effet, développé une ligne beaucoup plus autonome par rapport au régime que celle des prédicateurs ralliés idéologiquement à la ligne des clercs officiels du royaume saoudien.

L'école salafiste d'Alexandrie se trouve maintenant dans une position de critique du régime : elle a subi les pressions des services de sécurité et des vagues d'arrestation, culminant sans surprise après l'attentat d'Alexandrie du 31 décembre 2010, avec l'emprisonnement de centaines d'entre eux et la mort sous la torture de l'un des leurs, Sayed Bilal.

Malgré cela, les dirigeants de l'école salafiste d'Alexandrie, ainsi que leurs partisans dans plus de 10 gouvernorats d'Egypte, ont refusé de cautionner et plus encore de participer à l'insurrection en cours. Plus que cela : ils sont allés dans le sens de la campagne d'intimidation des populations en insistant sur le risque de chaos. On parlait aussi, dans les mosquées de l'école salafiste d'Alexandrie, de la menace que représentait le mouvement de protestation pour « l'identité islamique ». Sur le site « La voix des pieux ancêtres », son shaykh le plus en vue, Yasser Burhâmî, émit une fatwa affirmant le caractère illicite des manifestations. Paroxysme de cette démission politique du salafisme, certaines mosquées salafistes sont simplement restées fermées pendant le deuxième vendredi de manifestations, baptisé « jour du départ » (yum al-rahîl).

Sans être aussi clair que l'école d'Alexandrie ou les différents shaykhs salafistes égyptiens rattachés à la tendance loyaliste des clercs du royaume saoudien, le courant des anciens jihadistes, qui se sont illustrés ces dernières années par une série de révisions idéologiques allant dans le sens d'une théologie du refus du recours à la force, est largement demeuré sur la réserve. A l'exception d'un communiqué de deux de ses mentors, Tariq et Abbud al-Zumur, soutenant la mobilisation, la plupart des anciens jihadistes penchaient plutôt pour l'apaisement et pour l'arrêt de la dynamique de contestation politique en cours, trouvant que, finalement, on pouvait se satisfaire de la proposition de Moubarak de ne pas se représenter aux prochaines élections présidentielles prévues à l'automne. Ils cherchent par ailleurs à se positionner dans le cadre d'un dialogue national, une attitude interprétée par certains experts comme une stratégie de dilution de la demande de changement par multiplication d'exigences et d'agendas potentiellement contradictoires.

Seule note discordante dans ce concert loyaliste salafiste : la position du courant du « salafisme réformiste », courant d'émanation saoudienne fondé sur le projet de fusion du conservatisme wahhabite et du militantisme Frères musulmans. Ce courant, bien que très minoritaire en Egypte, existe à travers quelques personnalités comme Gamal Sultan, et le projet d'un parti politique, le « parti de la réforme » : il a, dès le début, soutenu sans ambiguïtés le mouvement de revendication démocratique.

Le rôle des Frères musulmans

Quant aux Frères musulmans, ils évoluent sous la pression de la rue (et non l'inverse). Dans un premier temps, lors la première manifestation du 25 janvier à l'occasion de la journée de la police, ils ont participé de manière symbolique seulement, en n'envoyant que des groupes restreints, puisés dans les organisations de jeunesse des Frères. Puis, lorsqu'a été proclamé le « jour de la colère », le 28 janvier, les Frères ont concentré leurs efforts sur Le Caire et mobilisé environ 100 000 personnes, selon l'un de leurs cadres.

Puis, avec l'enchaînement des événements (poursuite de la contestation, répression massive et morts, démission de la police et stratégie du chaos de la part du régime), les positions se sont radicalisées : le président Moubarak met les troubles sur le dos des Frères, qui l'accusent en retour, par la voix de leur guide suprême, Mohamed Badi'a, de « terrorisme d'Etat » ; selon un de ses cadres, les Frères compteraient près de 40 morts dans leurs rangs.

Un sentiment de non-retour se dessine alors chez les Frères, conscients qu'ils seraient la victime principale de la restauration de l'ordre si le mouvement de contestation n'aboutissait pas : « La seule carte qui nous reste est la mobilisation sur la place Tahrir. C'est devenu notre assurance-vie contre le retour de balancier qui nous attend si le régime se remet sur pied », affirma un des responsables des jeunes Frères sur la

place.

Ainsi, alors que les Frères sur la place Tahrir, profondément mobilisés, fortement influencés par les autres mouvements ayant lancé le mouvement de protestation, continuent de réclamer le départ du président comme préalable à toute négociation, la direction est entrée le 5 février en pourparlers avec le vice-président Omar Soleiman, ancien chef des renseignements égyptiens, ce qui exaspère les jeunes Frères dans la rue. Selon un proche, la direction des Frères estimait ne pas pouvoir refuser une telle occasion d'obtenir déjà une certaine forme de reconnaissance, voire, en aval, accéder à une présence légitime.

L'esprit de la révolution : une nouvelle culture politique en formation

Contrairement à d'autres mouvements islamistes qui ont clairement clarifié le dilemme structurel de l'islamisme (mouvement de prédication ou de participation politique), les Frères musulmans se fondent sur le concept de shumuliyya, de globalisme : cela fait des Frères non seulement une organisation politique, mais aussi religieuse, sociale, économique, etc. Et cette confusion entre le politique et le religieux se trouve en porte-à-faux par rapport à une insurrection dont l'esprit est avant tout politique.

Ainsi, à Alexandrie, dans une des manifestations de masse, alors que les rues débordaient et que les observateurs avançaient des chiffres d'un million et demi de personnes dans la rue, un de leurs prédicateurs se lança dans un prêche tout ce qu'il y a de plus contestataire, appelant à la révolution, conformément à l'esprit ambiant, puis terminant avec quelques implorations pour son succès. Puis, oubliant la geste révolutionnaire qui lui avait donné un tel public ce jour-là, il appela, comme il se doit, la population à rentrer sagement chez elle...

Ailleurs dans la manifestation, alors qu'arriva l'heure de la prière et que personne n'avait fait ses ablutions ni n'était dans l'état de le faire, et que de plus la foule était mixte et qu'il était impossible de mettre ses chaussures hors de l'espace de prière, la population pieuse, sans trop s'en faire, se prépara à prier, suscitant l'ire de quelques jeunes visiblement islamistes condamnant la prière en état d'impureté et de mixité. Les islamistes se firent alors vertement insulter par la foule. Un jeune lança à l'un d'eux : « Cette révolution n'est pas la tienne. »

Les deux anecdotes sont parlantes : la révolution a bien une logique politique et porte une culture également politique. Elle n'est pas religieuse (cela ne signifie pas, bien entendu, que l'équation politique post-autoritaire, si elle se réalise, ne fasse pas la part belle aux religieux). Cette culture politique n'est pas celle des Frères, qui tendent à confondre normativité religieuse et demande politique et à sacrifier les demandes de la population – et des forces politiques qui les représentent – pour des intérêts plus étroits. Les Frères musulmans n'ont pas mené la révolution, ils ne semblent définitivement pas plus les dépositaires de son « esprit ».

Le concept est certes flottant, mais, entre Tunis et Le Caire, on voit bien un esprit révolutionnaire se former, que tout oppose à la culture politique des Frères :

- il est non programmatique ;
- il ne défend pas une idéologie contre une autre, mais demande un cadre transparent pour la compétition politique ;
- il est anti-autoritaire ;
- il est démocratique et non religieux ;
- il fonctionne dans une logique lâche de réseaux, d'esprit Facebook, de transparence (aux antipodes de l'organisation pyramidale, du culte de la soumission et du secret) ;
- il contourne l'ensemble des acteurs de la classe politique, Frères musulmans compris, mais recrute à la base jeune de ces partis et les pousse en général hors de leurs formations (le passage par Facebook a ainsi engendré un mouvement – modeste mais réel – d'autocritique et de démobilisation de jeunes qui rejoignaient alors les mobilisations en réseau existantes).

Révéléateur parmi d'autres, l'enthousiasme de cette jeune militante travaillant pour un site islamiste, sur la place Tahrir, capable de se réjouir que les dernières manifestations aient été menées par les chrétiens laïcs en désaccord avec l'Eglise.

Cette dynamique affecte profondément les Frères. Entre une partie des jeunes Frères mobilisés dans la rue et l'élite entrant en dialogue, le désaccord est profond. « La rupture est totale entre les Frères dans la

rue et la direction politique. Depuis l'ouverture du dialogue et en conséquence de la dynamique de mobilisation, ils remettent en cause les fondements même des Frères, à savoir une approche de transformation par le bas, à travers l'éducation des militants. Ce qu'ils veulent, c'est une transformation par le haut, tout en restant sur une ligne d'opposition pacifique », témoigne un cadre des Frères proche de Abou al-Foutouh, le chef de file de l'aile réformiste des Frères, la plus proche d'un modèle AKP, mais aussi la moins prompte à une politique d'accommodements avec le régime : « Abou al-Foutouh a su capter cet état d'esprit. Pour lui, il faut casser avec ce qu'il appelle "le syndrome de l'oppression" et la passivité politique qu'il engendre. »

Les jeunes Frères, surtout sur la place Tahrir, tendent alors à se rallier au nouvel esprit militant qui se dégage des nouvelles initiatives en réseau qui ont été au cœur de ce soulèvement que les Frères ont péniblement rattrapé : le groupe de Khaled Saïd, le groupe du 6 Avril, le groupe de soutien à la candidature de Baradaï, les jeunes mobilisés autour du prédicateur Amr Khaled, le « groupe de contrôle » (un groupe de monitoring électoral créé par des jeunes Frères à l'occasion des législatives de 2010 qui s'est maintenu ensuite et a fonctionné comme groupe de monitoring de la gestion policière du soulèvement en cours), autant de groupes qui doivent bien peu à la mobilisation des partis, et encore moins à leur esprit.

Par là, les dynamiques de contestation traduisent bien non seulement l'essoufflement des modèles autoritaires des régimes en place, mais également l'épuisement des formes traditionnelles de leur contestation. Ce qui se joue en Egypte n'est pas seulement la contestation d'un régime, mais bien la remise en cause d'une culture politique.

Patrick Haenni est chercheur à l'Institut Religioscope. Il est l'auteur, notamment, de L'Ordre des caïds, conjurer la dissidence urbaine au Caire (Éd. Karthala, 2005) ; L'Islam de marché, l'autre révolution conservatrice (Éd. du Seuil, 2005) ; et a codirigé avec Stéphane Lathion, Les Minarets de la discorde (Gollion, Infolio, 2009). Husam Tammam est journaliste et chercheur au Caire.

Le rôle de la classe ouvrière dans la chute de Moubarak

Par LCR-Web

La démission du dictateur Hosny Moubarak le vendredi 11 février 2011 représente une victoire colossale et ô combien légitime pour le peuple égyptien. C'est avec une profonde joie que nous saluons cette victoire populaire, car elle est le résultat d'un courage et d'une ténacité extraordinaires, d'une capacité de mobilisation et de résistance inouïes ainsi que d'une rage de vaincre sans égal. Nous nous inclinons également devant les plus de 300 martyrs qui ont donné leur vie pour que cette première victoire soit possible et ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires. Cette victoire est celle du peuple égyptien, payée par son sang, mais elle est également partagée par tous les peuples de la région car elle donnera une impulsion déterminante pour la révolution arabe, initiée il y a quelques semaines à peine avec la chute de Ben Ali en Tunisie.

Tout n'est pas terminé en Egypte pour autant, loin de là. Au travers de Moubarak, c'est l'ensemble du régime et de ses institutions, sa corruption et sa soumission face à l'impérialisme et au sionisme, sa distribution inégale des richesses générant misère et chômage, que le peuple égyptien veut mettre définitivement à bas. Et cette victoire lui donne désormais confiance en ses propres forces.

Vu l'importance du pays dans le monde arabe et sa position clé dans l'échiquier géostratégique, l'impact de la révolution égyptienne a des dimensions cataclysmiques pour les classes dominantes arabes, pour l'Etat sioniste criminel d'Israël et pour l'impérialisme occidental.

Il s'agit enfin et surtout d'une victoire où les travailleurs ont apporté une contribution qui s'est révélée décisive, en menant une vague de grèves massives touchant les secteurs vitaux de l'économie comme le Canal de Suez. Pour ceux qui se sont empressés de lui dire adieu un peu trop rapidement, la chute de Moubarak vient brutalement rappeler que la classe ouvrière est toujours bel et bien là et qu'elle constitue l'élément clé de tout processus révolutionnaire, de par la place qu'elle occupe dans la production des richesses.

Tant dans les processus révolutionnaires en Tunisie qu'en Égypte, la majeure partie des médias a focalisé l'attention sur le rôle de la jeunesse et des classes moyennes utilisant Internet et ses « réseaux sociaux », présentés comme les acteurs principaux de la révolte. Cette image ne correspond que partiellement à la réalité, mais surtout elle occulte complètement le rôle décisif joué par les travailleurs en tant que classe dans la fuite de Ben Ali et dans la poussée finale pour mettre Moubarak hors circuit en Égypte.

Tout comme en Tunisie, le processus actuel en Égypte a été préparé par plusieurs vagues de luttes ouvrières qui ont secoué le pays depuis 2006 (voir ci-dessous les articles de Atef Saïd et Sellouma). Dans un article publié plusieurs jours avant la chute de Moubarak, l'intellectuel marxiste Samir Amin affirmait que la jeunesse diplômée urbaine était la composante essentielle du mouvement en Égypte, appuyée par des secteurs des classes moyennes cultivées et démocratiques et il ajoutait que « les choses pourraient changer si la classe ouvrière et les mouvements paysans entrent en scène, mais pour le moment cela ne semble pas être à l'agenda. »

Or, à partir du dimanche 6 février, avec l'appel au retour à la normalité et au travail martelé par le régime lui-même, un tournant a commencé à s'opérer avec l'entrée progressive du prolétariat égyptien sur la scène des événements. L'une après l'autre, plusieurs villes du pays ont vu s'engager des grèves et des occupations d'entreprises.

Dans une interview publiée le dimanche 6 février, Hossam El-Hamalawy, journaliste, blogueur du site 3arabawy et membre du Centre d'études socialistes au Caire pointait déjà quatre premiers foyers: "Cela fait déjà deux jours que les travailleurs ont déclaré qu'ils ne retourneront plus au travail jusqu'à la chute du régime. Il y a quatre foyer de lutte économique. Une grève à l'usine sidérurgique à Suez, une fabrique de fertilisants à Suez, une usine de textile près de Mansoura à Daqahila, où les travailleurs ont expulsés le manager et autogèrent l'entreprise. Il y a également une imprimerie au sud du Caire où le patron a été viré

et qui fonctionne en autogestion".

Comme l'a informé le journal « Al-Ahram Online », les luttes ouvrières ont surtout commencé à gagner en intensité dans la ville-clé de Suez, avec en pointe les travailleurs du textile qui ont organisé une manifestation rassemblant 2000 travailleurs pour le droit à l'emploi à laquelle se sont joints 2000 jeunes. Dans le courant les jours suivants, les travailleurs ont occupé l'usine textile « Suez Trust » et 1000 ouvriers de la fabrique de ciment Lafarge entraient en grève tandis que leurs collègues de la cimenterie de Tora organisaient un sit-in pour protester contre leurs conditions de travail.

Dans la ville industrielle de Mahalla, l'étincelle est partie avec plus de 1500 ouvriers de l'entreprise Abu El-Subaa, qui ont manifesté en coupant les routes afin d'exiger le paiement des salaires. Ce sont ces mêmes travailleurs qui organisent régulièrement des sit-in depuis deux ans pour leurs droits.

Plus de 2000 travailleurs de l'entreprise pharmaceutique Sigma dans la ville de Quesna, se sont déclarés en grève afin d'exiger de meilleurs salaires et le versement de leurs bonus, suspendus depuis plusieurs années. Les travailleurs demandent également la destitution de la direction de l'entreprise qui menait une politique de répression brutale des activités syndicales.

Le mardi 8 février, les enseignants universitaires ont réalisé une marche de soutien à la révolution qui a rejoint les occupants de la Place Al-Tahrir. Les travailleurs des télécommunications du Caire ont alors entamé une grève au Caire, tandis que plus de 1500 travailleurs du secteur du nettoyage et de l'embellissement des espaces publics ont manifesté face au siège de leur administration à Dokki. Leurs revendications incluaient une augmentation salariale mensuelle pour atteindre 1200 livres égyptiennes. Ils demandaient aussi la généralisation des contrats à durée indéterminée et le renvoi du président du conseil d'administration.

L'éviction des bureaucrates syndicaux liés au régime et la conquête des libertés syndicales sont également au cœur de ces luttes ouvrières: d'après Al-Ahram, « le Vice-président du Syndicat des travailleurs égyptiens est séquestré depuis lundi (7 février) par des employés qui exigent sa démission immédiate ». Le mercredi 9 février, des journalistes se rassemblèrent au siège de leur syndicat pour exiger la destitution de leur responsable syndical nommé par le régime, Makram Mohamed Ahmed.

Le personnel technique ferroviaire à Bani Souweif engagea une grève qui s'étendit à tout le reste du secteur. Au moins deux usines d'armement à Welwyn se mirent en grève tandis que plusieurs milliers de travailleurs du secteur pétrolier ont organisé une manifestation face au Ministère du Pétrole à Nasr City et à partir du jeudi 10 février, ils furent rejoint par des collègues venant du reste du pays.

C'est surtout à partir du mercredi 9 février que la vague de grève se généralisa dans tout le pays après l'annonce faite par Moubarak d'une augmentation des salaires de 15% pour les fonctionnaires. Ce jour là également, les trois premiers syndicats indépendants du régime (celui des collecteurs d'impôts, des techniciens de la santé et de la fédération des retraités) ont manifesté ensemble face au siège de la Fédération égyptienne des syndicats afin d'exiger des poursuites judiciaires contre son président corrompu et pour la levée de toutes les restrictions imposées à l'encontre de la création de syndicats indépendants. Ce sont ces trois premiers syndicats autonomes qui, ensemble avec des travailleurs indépendants d'autres secteurs, ont créé le 30 janvier dernier la première Fédération égyptienne des syndicats indépendants (voir leur déclaration en page 13).

Il faut souligner ici le remarquable manifeste des métallos de la ville sidérurgique d'Helwan, qui ont organisé une grande marche le vendredi 11 février jusqu'à la place Al-Tahrir. Ce manifeste demandait:

- "1) Le départ immédiat du pouvoir de Moubarak et de tous les représentants du régime et la suppression de ses symboles
- 2) La confiscation, au profit du peuple, de la fortune et des propriétés de tous les représentants du régime et de tous ceux qui sont impliqués dans la corruption
- 3) La désaffiliation immédiate de tous les travailleurs des syndicats contrôlés par le régime ainsi que la création de syndicats indépendants et la préparation de leurs congrès afin d'élire leurs structures organisationnelles
- 4) La récupération des entreprises du secteur public qui ont été privatisées, vendues ou fermées et leur nationalisation au profit du peuple, ainsi que la formation d'une administration publique pour les diriger, avec la participation des travailleurs et des techniciens

- 5) La formation de comités pour conseiller les travailleurs dans tous les lieux de travail et pour superviser la production , pour la fixation et la répartition des prix et des salaires
- 6) Convoquer une Assemblée constituante représentant toutes les classes populaires et tendances afin d'approuver une nouvelle constitution et élire des conseils populaire sans attendre le résultat des négociations avec le régime actuel."

Mais ce qui aura sans doute été déterminant dans la chute de Moubarak, c'est qu'à partir du jeudi 10 février les travailleurs de la Compagnie du Canal de Suez des villes de Suez, Port-Saïd et Ismaïlia ont lancé une grève avec occupation illimitée des installations portuaires, menaçant de perturber ainsi le trafic de navires. Plus de 6000 travailleurs se sont rassemblés également devant le siège de l'entreprise jusqu'à la satisfaction de leurs revendications salariales, contre la pauvreté et la détérioration des conditions de travail. Le canal de Suez est une source vitale de devises étrangères pour l'Égypte et un million et demi de barils de pétrole y transitent quotidiennement. Sa fermeture obligerait les cargos à faire le tour de l'Afrique et donc à rallonger leur voyage de sept à dix jours, ce qui aurait un impact sur les prix du pétrole et tous les échanges commerciaux en Europe et dans le monde.

Il ne fait aucun doute que cette vague de grèves massives et la perspective d'un Canal de Suez bloqué ont été les éléments décisifs qui ont précipité la chute de Moubarak en renforçant la pression de Washington et des chefs de l'armée, peu rassurés quant à capacité et à l'obéissance des troupes du rang d'écraser ces grèves par une répression sanglante.

Quelles perspectives?

Comme l'évoque Hossam El-Hamalawy dans l'article ci-dessous, les grèves se poursuivent et se multiplient toujours dans tout le pays et dans tous les secteurs. Comme dans toute lutte ouvrière contre une dictature, les revendications sociales pour les salaires, les conditions de travail sont étroitement liées aux demandes pour les libertés syndicales et démocratiques, contre un régime corrompu et parasitaire qui accapare au profit d'une élite minoritaire les richesses, plongeant dans la misère l'immense majorité sociale.

Tout comme en Tunisie, la chute du dictateur provoque en Égypte une explosion de luttes sectorielles, d'autant plus fortes qu'elles furent depuis trop longtemps contenues et étouffées par l'absence de liberté syndicale. Ces luttes ouvrières exacerbent à leur tour les contradictions de classe, y compris au sein de la coalition anti-Moubarak, entre les tenants d'une révolution démocratique et sociale qui va jusqu'au bout, jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des exigences populaires, et les secteurs bourgeois ou petits-bourgeois qui veulent au contraire y mettre un terme le plus rapidement possible.

L'enjeu clé pour offrir une issue favorable aux masses dans ces deux processus révolutionnaires, qui ont remporté une première victoire magnifique, mais qui sont encore inachevés (les dictateurs ont été chassés, mais les régimes dictatoriaux sont toujours en place, bien que fragilisés), c'est bien entendu le développement, la généralisation et la centralisation de cette auto-organisation encore embryonnaire, mais déjà bien réelle, des luttes des travailleurs. Cette généralisation et centralisation peut en effet ouvrir une situation de « dualité de pouvoirs » qui posera, de facto — mais sans pour autant en garantir l'issue — la question de la prise du pouvoir par les travailleurs afin de réaliser pleinement l'ensemble de leurs exigences démocratiques et sociales face à l'incapacité de ces régimes, soi-disants « de transition », à les satisfaire.

De tels objectifs ne peuvent se concrétiser qu'autour d'un programme révolutionnaire, d'une organisation et d'une direction de classe, non seulement sur le terrain syndical, mais aussi — et surtout — sur le terrain politique. L'absence actuelle de ces éléments essentiels indique que le processus de maturation et de décantation peut être relativement long, avec des phases de flux et de reflux au rythme des tentatives contre-révolutionnaires qui appelleront à leur tour une réaction et une nouvelle poussée des masses. Mais une chose est certaine: vu l'élévation inouïe de la combativité, de la conscience démocratique, sociale et de classe qui s'est condensée en quelques semaines d'une lutte colossale, qui a laissé plus de 400 morts, les processus révolutionnaires sont encore loin d'être terminés dans ces deux pays. D'autant plus que leur onde de choc dans le monde arabe n'en est visiblement qu'à ses débuts et que ses conséquences en Algérie, au Yémen ou au Maroc agiront également en retour sur ces processus initiaux.

Les travailleurs, la classe moyenne, la junte militaire et la révolution permanente

Par Hossam El-Hamalawy

Depuis hier, et même avant, des militants de classe moyenne exhortent les égyptiens à suspendre les manifestations et à reprendre le travail, au nom du patriotisme, en chantant quelques unes des berceuses les plus ridicules du style « construisons une nouvelle Egypte », « travaillons encore plus dur qu'avant », etc... Au cas où vous ne le sauriez pas, les égyptiens sont en fait parmi les peuples les plus travailleurs de la planète déjà... [1]

Cette couche militante-là veut que nous nous fions aux généraux de Moubarak [2] pour mener à bien la transition à la démocratie – la même junte qui a constitué la colonne vertébrale de cette dictature durant les trente dernières années. Et alors que je crois que le Conseil Suprême des Forces Armées, lequel reçoit 1,3 milliards de dollars par an des Etats-Unis, orchestrera éventuellement la transition à un gouvernement « civil », je n'ai aucun doute qu'il s'agira d'un gouvernement qui garantira la continuité d'un système qui ne touchera jamais aux privilèges de l'armée, maintiendra les forces armées comme l'institution qui aura le dernier mot à dire en politique (comme en Turquie par exemple), s'assurera que l'Egypte continuera à suivre la politique étrangère étasunienne qu'il s'agisse de la paix dont personne ne veut avec l'état d'apartheid d'Israël, le passage sans risque pour la marine militaire étasunienne à travers le canal de Suez, la continuation du siège de Gaza et les exportations de gaz naturel à Israël à prix subventionné. Un gouvernement « civil » n'a rien à voir avec des ministres qui ne portent pas d'uniforme militaire. Un gouvernement civil signifie un gouvernement qui respecte entièrement les souhaits du peuple égyptien sans intervention par les chefs militaires. Et je crois que ça, ce sera difficile que ce soit mis en place ou permis par la junte.

L'armée est l'institution dirigeante dans ce pays depuis 1952. Ses dirigeants font partie de l'establishment. Et alors que les jeunes officiers et les soldats sont nos alliés, nous ne pouvons pour une seule seconde faire confiance aux généraux. Par ailleurs, on doit enquêter sur ces chefs militaires. Je veux savoir plus sur leur participation dans le domaine des affaires.

Toutes les classes sociales en Egypte ont pris part au soulèvement. A la place Tahrir on pouvait voir des fils et des filles de l'élite égyptienne, ensemble avec des travailleurs, des citoyens issus des classes moyennes, et les pauvres vivant dans les villes. Moubarak a réussi à aliéner toutes les classes sociales de la société y compris une bonne partie de la bourgeoisie. Mais rappelez-vous que ce n'est que lorsque les grèves de masse ont démarré il y a trois jours que le régime a commencé à vaciller et l'armée a dû obliger Moubarak à démissionner parce que le système était sur le point de s'écrouler.

Certains ont été surpris de voir les travailleurs se mettre en grève. Je ne sais vraiment quoi dire. C'est complètement idiot. Les travailleurs ont organisé la vague la plus longue et la plus soutenue de grèves dans l'histoire de l'Egypte depuis 1946, partie de la grève à Mahalla en décembre 2006. Ce n'est pas la faute aux travailleurs si vous n'y avez pas fait attention. Chaque jour durant les trois dernières années il y a eu une grève dans une usine, qu'elle soit au Caire ou en province [3]. Ces grèves n'étaient pas seulement économiques, elles étaient aussi de nature politique [4].

Depuis le premier jour de notre soulèvement, la classe ouvrière a participé aux manifestations. Qu'étaient selon vous les manifestants à Mahalla, à Suez et à Kafr el-Dawwar par exemple ? Cependant, les travailleurs y participaient en tant que « manifestants » et non nécessairement en tant que « travailleurs » - ce qui veut dire qu'ils n'étaient pas impliqués de façon indépendante. C'était le gouvernement, et non les manifestants, qui avait arrêté l'économie par le couvre-feu, par la fermeture des banques et des entreprises. C'était une grève capitaliste dont l'objectif était de terroriser les égyptiens. Ce n'est que quand le gouvernement a tenté de ramener le pays à la « normale » dimanche dernier que les travailleurs sont retournés à leurs usines, ont discuté de la situation et commencé à s'organiser massivement et à bouger comme un seul bloc.

Les grèves menées par les travailleurs cette semaine englobaient aussi bien des revendications économiques que politiques. A certains endroits les travailleurs n'ont pas inclus la chute du régime parmi leurs revendications, mais ils ont utilisé les mêmes slogans que ceux utilisés par les manifestants à Tahrir et dans de nombreux cas, au moins ceux dont j'ai pu être mis au courant et je suis sûr qu'il y en a d'autres, les travailleurs ont mis en avant une liste de revendications politiques en solidarité avec la révolution [5].

Ces travailleurs ne vont pas rentrer chez eux de sitôt. Ils ont fait démarrer des grèves parce qu'ils ne pouvaient plus nourrir leurs familles. Ils ont été enhardis par le renversement de Moubarak et ne peuvent retourner à leurs enfants pour leur dire que l'armée a promis de leur apporter de la nourriture et leurs droits dans je ne sais combien de mois. Beaucoup de grévistes ont déjà commencé à mettre en avant des revendications supplémentaires pour la création de syndicats libres en dehors de la fédération syndicale égyptienne, corrompue et soutenue par l'état.

Aujourd'hui, j'ai déjà commencé à recevoir l'information que des milliers des travailleurs dans les transports publics sont en train de protester à el-Gabal el-Ahmar. Les travailleurs intérimaires à Helwan Steel Mills en font de même. Les techniciens du rail continuent à arrêter les trains [6]. Des milliers de travailleurs à el-Hawamdiya Sugar Factory sont en train de protester et les travailleurs du pétrole vont faire démarrer une grève demain [7] avec des revendications économiques et aussi pour demander l'inculpation du ministre Sameh Fahmy et pour arrêter les exportations de gaz à Israël. Et d'autres informations encore arrivent d'autres centres industriels [8].

Au moment où nous sommes, l'occupation de la Place Tahrir va probablement être levée. Mais nous devons porter Tahrir aux usines maintenant. A mesure qu'avance la révolution une polarisation de classe va inévitablement se produire. Nous devons rester vigilants. Nous ne devrions pas nous arrêter là... Nous détenons les clés de la libération de la région entière, pas seulement de l'Egypte... En avant avec une révolution permanente [9] qui donnera le pouvoir au peuple de ce pays au moyen d'une démocratie directe par en bas!

13 février 2011. Traduit par Christakis Georgiou

[1] <http://www.almazryalyoum.com/en/news/who-you-callin%E2%80%99-lazy>

[2] <http://www.guardian.co.uk/world/2011/feb/09/egypt-army-detentions-torture-accused>

[3] <http://groups.diigo.com/group/egyptianworkers>

[4] http://www.arabawy.org/2010/06/04/politicization_workers/

[5] <http://www.arabawy.org/2011/02/09/jan25-public-transportation-workers-call-for-overthrowing-mubarak/>

[6] <http://www.youm7.com/News.asp?NewsID=350453>

[7] <http://ayman1970.wordpress.com>

[8] <http://tadamonmasr.wordpress.com/2011/02/12/strikes/>

[9] <http://pubs.socialistreviewindex.org.uk/isj83/rees.htm> (traduction française ici:

<http://quefaire.lautre.net/ancien/archive/reesimperialismeresistance5.html>